

PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

L'information est une arme au service de la paix. Sa diffusion est un acte de résistance
Dénoncer ne suffit plus, il faut expliquer, informer, transmettre
Les médias occidentaux dans leurs larges majorité ont de tout temps accepté les versions de l'armée
israélienne et fermant les oreilles aux autres sources.

Journal de Palestine Géopolitique et stratégie

N° 512 du 15.02.2010

Par M. Lemaire

Ps : Avant de vous lancer dans la lecture du journal, noter ceci: Ne soyez pas surpris d'entendre Sharon & consort parler de résistants, en lieu & place de terroristes : j'ai programmé mon ordinateur dans ce sens.

2 Ps : L'ordinateur ne corrige pas lorsque je parle d'action terroriste des occupants.

Vous retrouverez ce journal

a) sur mes blog : <http://www.dhblogs.be/categories/International.html>

<http://www.lalibreblogs.be/categories/International.html>

b) sur le site : www.palestine-solidarite.org à cette adresse : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm

c) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Le signe # veut dire : important (à nos yeux)

Sommaire

Tiré à part

1 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion.

1-1 Le début de l'année 2010 enregistre la recrudescence des guerres impérialistes contre la plupart des habitants de la Planète.

1-2 Manuel de Diéguez : La démocratie mondiale malade du camp de concentration de Gaza.

1-3 Seumas Milne - Le terrorisme est le prix à payer pour le soutien aux despotes et aux dictateurs.

1-4 Nadine Rosa-Rosso : Le rôle de l'Europe dans l'extermination des Palestiniens.

1-5 Kawther Salam : Les détrousseurs de cadavres d'Israël.

1-6 John Pilger: Israël : Un bilan (The New Statesman)

1-7 Nadia Hijab: Quand peut-on parler de génocide ?

1-8 Julie Lévesque : Israël-Palestine : une guerre d'images et de mots.

1-9 Akiva Eldar : La compassion qu'Israël affiche en Haïti ne peut dissimuler la face hideuse qui est la nôtre à Gaza.

1-10 Nabil Sahli : Le vol de l'eau palestinienne par Israël.

2 Annexe

2-1 Myriam Abraham : Propagande et Manipulation Sioniste Sans Frontière.

2-2 Ramzy Baroud : La Turquie N'est Plus Le Laquais De L'Otan.....Ni Celui D'Israël.

2-3 Galal Nassar : Quand Israël rejoint l'OTAN.

2-4 Myriam Abraham : Les VRP en tournée en Europe pour l'Opération Récupération de l'Holocauste.

2-5 Myriam Abraham : On déterre Auschwitz, on enterre Gaza.

1 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion.

Ndlr : PS : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

1-1 Le début de l'année 2010 enregistre la recrudescence des guerres impérialistes contre la plupart des habitants de la Planète.

Extrait

Le début de l'année 2010 enregistre des régressions socio économiques très graves ainsi que la recrudescence des guerres impérialistes contre la plupart des habitants de la Planète :

- La crise capitaliste, qui a explosé après plus de dix ans de problèmes, va augmentant. La menace de nouvelles catastrophes, plus virulentes que les précédentes, pèse sur le monde tout entier.
- Les nouvelles guerres colonialistes s'étendent à tout le Sud de la Planète, rappelant la période allant de la fin du XIX^e siècle jusqu'à la fin de la seconde guerre mondiale (au milieu du XX^e siècle), c'est-à-dire la période de la distribution des parts du « marché mondial » entre les grandes puissances et, surtout, la mainmise de ces puissances sur les sources d'énergie et de richesses que recèle le terre.
- Cette crise et ces guerres sont très visibles dans la région arabe, dans ses deux parties orientale et occidentale, tant par la situation en Palestine qu'au Liban ou, encore, en Irak et, nouvellement, au Yémen et au Soudan.

I.La crise capitaliste

A.Les Etats-Unis

La plupart des rapports et des analyses parus au début de 2010 s'accordent pour dire que les résultats de la première année de l'administration du nouveau président étasunien Barak Obama fut, pour tous ceux qui l'avaient appuyé et s'étaient enthousiasmé de sa venue au pouvoir, une déception générale et sur tous les plans. En effet, il est très vite apparu la grande différence entre les promesses tenues par le candidat à la présidence et les politiques entreprises par Obama en tant que président des Etats-Unis, et qui ne manquent pas de rappeler son prédécesseur George W. Bush ; faits attendus, vu que ce n'est, généralement, pas le président qui peut, à lui seul, prendre les grandes décisions, surtout en matière de politique économique.

-Ces rapports économiques, tant officiels que privés, mettent en avant des changements dangereux dans deux indices importants :

- Le premier** est l'indice des saisies immobilières qui se sont élevées à 3 millions ; les Etats de la Floride, de l'Arizona, de la Californie et du Nevada venant au premier rang.

De plus, il est noté que plus d'un million de jeunes, qui avaient acheté un appartement durant la seconde moitié de l'an 2009 ou qui ont besoin d'un appartement, vont, soit céder leur logement, soit s'abstenir d'en avoir un, à cause de l'exacerbation de la crise et de ses répercussions sociales prévues.

- Le second**, le plus important, a rapport avec la crise de l'emploi.

Le chômage croît à vue d'œil. Le rapport du « Bureau de statistique sur l'emploi » a noté une réelle augmentation du chômage déclaré et camouflé dont le taux est devenu 16,9% de l'ensemble de la population active ; il se répartit comme suit : 14,7 millions de chômeurs qui n'ont aucune possibilité de trouver du travail (9,8% de la population active) ; 9 millions qui ont un travail partiel ; 2,3 millions ont un travail intermittent dont le revenu est très loin d'être

Suffisant.

-En plus de ces indices, qui avaient constitué les détonateurs de la crise économique, il est nécessaire d'attirer l'attention sur deux autres points :

- Le premier, et malgré des déclarations très « rigoureuses », l'administration de Barak Obama continue à accorder une aide financière importante aux banques, dont, dernièrement, un prêt de 90 milliards de dollars.
- Le second réside dans la poursuite de l'escalade des dépenses militaires, à commencer par les nouvelles bases en Amérique latine, en passant par les nouvelles intervention militaires, tant au Yémen qu'à Haïti (sous prétexte d'apporter aide et assistance au peuple haïtien sinistré) ou au Soudan, pour aboutir à l'escalade en Afghanistan où de nouvelles troupes sont envoyées (30 mille), renforcées par un budget illimité aux opérations de la CIA, parmi lesquelles des assassinats menés à partir de drones très performants nouvellement créés.

Tous ces aspects réunis montrent que la nouvelle administration aux Etats-Unis poursuit les politiques néolibérales sauvages. Elle va dans le sens d'imposer des tendances économiques et militaires nouvelles aux alliés de Washington, dont : des aides imposées aux pays arabes pétroliers, la baisse du prix du dollar et des intérêts sur le dollar, les nouvelles guerres qui feraient travailler les usines d'armes et permettraient aux sociétés transnationales d'asseoir leur mainmise sur le monde.

II.La situation arabe

Le monde arabe et la région moyen-orientale sont considérés comme zones principales pour l'exécution des directives étasuniennes dans les domaines économiques et militaires.

Pour asseoir leur mainmise sur la région arabe, les Etats-Unis ont recours à la politique dite « de la carotte et du bâton », fixant leurs priorités à court terme et selon leurs intérêts tactiques. Voilà pourquoi Washington, tout en poussant vers l'escalade militaire sur le front du Yémen, de « La corne africaine » et du Soudan, a eu recours à calmer la situation sur le front syrien et libanais, d'abord, en aidant à la réconciliation entre l'Arabie saoudite et la Syrie, en acceptant le rapprochement syrien avec la Turquie et, ensuite, en déclarant, par la voix de leur envoyé spécial au Moyen Orient, Georges Mitchell, que la « Syrie a un important rôle à jouer » dans le projet étasunien visant à normaliser les relations entre Israël et les pays arabes.

A.Le problème palestinien

Le retour de Georges Mitchell dans la région et ses déclarations concernant la Palestine marquent un accord complet entre les Etats-Unis et Israël en ce qui concerne la solution de ce problème. Pour Mitchell, à l'instar de sa ministre des affaires étrangères, les négociations entre palestiniens et Israéliens doivent reprendre sans conditions préalables, mais, surtout, dans une atmosphère de calme et de non violence (sous entendre : l'arrêt de toute forme de résistance de la part des palestiniens). De plus, une grande partie de sa tournée est consacrée au retour des négociations indirectes entre la Syrie et Israël.

De plus, certains journaux (dont « *Al Qods al arabia* ») ont fait état d'un nouveau projet étasunien, mis au point par la CIA, préconisant la création d'une « Confédération des terres saintes » entre la Jordanie, Israël et l'Etat palestinien (s'il est proclamé). Ce projet se base sur les des idées déjà avancées, en 1982, par Shimon Pérès ; il prend comme point de départ le fait que l'avenir de la ville d'Al Qods et le droit au retour constituent les deux problèmes à résoudre et que ces deux problèmes ne peuvent trouver une solution stable qu'au sein d'un Etat confédéral qui déclarerait Al Qods « ville ouverte » et chercherait à mettre au point des solutions à long terme au retour des Palestiniens dans leur patrie!...

Partant de ce projet, qui pourrait aboutir -s'il est adopté- à liquider la cause palestinienne, Israël mène sa nouvelle agression contre les habitants de Gaza ainsi que les mesures visant à l'étrangler (la construction du mur d'acier ou le blocus maritime). De plus, le gouvernement israélien hausse le ton contre les Palestiniens de 1948 et poursuit la « judaïsation » de la partie orientale d'Al Qods. Tout cela à un moment où les divisions palestiniennes intestines s'exacerbent et affaiblissent les forces qui auraient dû œuvrer, ensemble, afin de faire face au nouveau projet américano-israélien.

A partir de ce qui précède, le Parti Communiste libanais trouve qu'il est indispensable, pour les forces de la gauche arabe, de revenir aux décisions prises lors de la conférence internationale extraordinaire de Damas (septembre 2009) et, en premier lieu, à la proclamation unilatérale, de la part des forces palestiniennes, de l'Etat palestinien autonome, à mettre un programme visant à lever le blocus imposé à Gaza et, enfin, à imposer à Israël la mise en exécution de la résolution 194 des Nations-Unies, notamment ce qui a rapport avec le droit au retour.

IV.Les positions du PCL et son programme de lutte

Le Parti Communiste libanais trouve qu'il est indispensable de faire face aux tentatives du gouvernement de mettre à profit la réconciliation entre l'Arabie saoudite et la Syrie, le calme précaire qui règne dans les régions frontalières Sud, mais, surtout, la faiblesse du mouvement syndical (divisé par les dissensions confessionnelles) pour faire passer des projets déjà refusés par le mouvement populaire.

A partir de cet état de fait, les Communistes, syndicalistes ouvriers ou enseignants, ou, aussi, étudiants, ont mis au point un programme qui sera présenté dans les différents secteurs dans lesquels ils sont actifs. Ils visent, à partir de ce programme, à regrouper les comités syndicaux, les secteurs des métiers libéraux et ce qui reste des comités de locataires, à organiser des débats dans les corps des métiers et dans les régions, ainsi qu'une manifestation d'ouvriers et de salariés (début mars) pour défendre les droits des masses populaires qui sont en prise avec une situation très critique, pouvant détruire ce qui leur reste de dignité.

Les mots d'ordre essentiels seront ceux de son votés lors du X° Congrès, en plus de ceux décidés en commun avec les partis communistes et ouvriers durant la tenue du Congrès extraordinaire de Damas et du XI° Congrès à New Delhi.

Les priorités seront :

A) Sur le plan politique libanais régional et international:

1. La lutte pour une nouvelle loi municipale et le vote à 18 ans.
2. L'opposition, par la résistance, à toute tentative d'agression nouvelle de la part d'Israël.
3. La mise au point d'un plan d'action contre la poursuite de l'agression israélienne à Gaza et dans les autres régions palestiniennes ainsi que contre la construction, par l'Egypte, du « Mur de la honte ».
4. L'organisation d'une campagne nationale contre l'agressivité des Etats-Unis et de l'OTAN dans la région arabe et contre la présence des bases militaires dans la Méditerranée et le monde.

B) Sur le plan socio-économique :

1. Organiser une campagne contre la nouvelle loi sur les loyers qui aura pour effet de mettre plus de 100 mille familles dans la rue.
2. La majoration des salaires minimum et des allocations familiales.
3. Poursuivre la campagne déjà commencée en novembre contre les impôts indirects et les tentatives de liquider la sécurité sociale et médicale au profit des sociétés d'assurance.

BULLETIN MENSUEL (8)

Le Comité des relations internationales

Parti Communiste libanais

Beyrouth, le 25 janvier 2006.

<http://www.palestine-solidarite.org:80/dossier.Liban.pcl.270110.htm>

1-2 Manuel de Diéguez : La démocratie mondiale malade du camp de concentration de Gaza.

A quel moment faut-il annoncer que la démocratie mondiale se trouve en danger de mort ? Quand un Président des Etats-Unis ne parvient pas à nommer les collaborateurs qui lui permettraient d'appliquer au Moyen Orient la politique voulue par la majorité de son électorat, la maladie est-elle devenue incurable ? On sait que M. Freeman, ancien Ambassadeur des Etats-Unis en Arabie saoudite et ancien Secrétaire adjoint au Ministère de la défense a démissionné de la présidence du Conseil national du renseignement à laquelle il venait d'être nommé par M. Obama, au motif que le lobby sioniste AIPAC lui a reproché d'avoir écrit : "*La brutale oppression des Palestiniens par l'occupation militaire israélienne ne montre aucun signe de répit.*" Si le Président des Etats-Unis échoue à choisir à son gré ses collaborateurs de haut rang face à l'omnipotence d'un groupe de pression devenu le maître de la politique étrangère de la nation, ce chancre est-il plus guérissable qu'un cancer qui rongerait l'encéphale même de la démocratie et la conduirait à une incohérence sans remède, parce que les médicaments qu'il convient d'appliquer au chaos cérébral du monde requièrent une thérapie philosophique, c'est-à-dire un traitement de choc dont seuls les Hippocrate de la logique connaissent les ingrédients ?

Cherchons le dialecticien du sens commun qui rédigerait l'ordonnance salvatrice et dont le diagnostic serait rédigé en ces termes. *Primo* : Mme Clinton a osé déclarer publiquement et avant même de rencontrer M. Netanyahu, Premier Ministre potentiel d'Israël, qu'aucune chance de paix ne sera possible au Moyen Orient aussi longtemps qu'Israël n'aura pas cessé d'étendre son territoire par la construction inlassable de nouvelles colonies, ce qui ramène M. Obama à une évidence énoncée par M. Bush père et par son Ministre des affaires étrangères en 1993. *Secundo*, M. Netanyahu n'a en rien validé cette prise de position logicienne, puisqu'il l'a purement et simplement passée sous silence. *Tertio*, Mme Clinton est allée torpiller les négociations entre le Hamas et le Fatah au Caire en déclarant que le Hamas devait, au préalable, reconnaître à Israël le statut d'Etat légitimé par le droit international.

Mais comment demander au Hamas de reconnaître un Etat aux frontières spongieuses et dont le territoire n'a pas été mesuré par les topographes et les arpenteurs assermentés de l'élasticité des Etats-nébuleuses ?

Que disent les spécialistes du droit international public des Etats en cours de constitution et dont les contours ne sont pas encore fixés par les géographes ? Si la paix est exclue avec un Etat de ce type, faute qu'il puisse exister juridiquement sous une forme floue et incertaine aux yeux du droit international public, comment habiliter un fantôme à négocier la paix ? La politique étrangère est-elle une danse des spectres ou bien la diplomatie ne connaît-elle que des Etats en chair et en os ?

Mais puisque la thérapie applicable aux maladies de la raison politique n'est autre que la logique démocratique, la gangrène de l'esprit de logique signe l'arrêt de mort des démocraties. C'est cette nosologie qu'on trouvera partiellement mise en évidence par l'examen, ci-dessous, de quelques symptômes faciles à déceler.

On souhaite à M. Obama de trouver les ambulanciers qui hospitaliseront la démocratie américaine. Puissent des soins intensifs remettre le moribond sur ses pieds ; puissent les médecins éviter l'amputation de l'agonisant. Comment se fait-il que, dans le même temps, un organisme aussi officiel que la CIA ait publié un diagnostic selon lequel l'Etat d'Israël aura disparu dans vingt ans ? Voyez la collusion entre la philosophie et les services de renseignement ; voyez comme cette discipline assure la police du cerveau simiohumain et lui passe la camisole de force de la dialectique.

- 1 - Gaza, un tremblement de terre politique
- 2 - Que se passera-t-il quand...
- 3 - La pesée de l'encéphale simiohumain
- 4 - Un " Discours de la méthode " à l'usage de la politologie moderne
- 5 - Une panne des bénédictions
- 6 - Israël et ses prophètes
- 7 - L'histoire comme personnage et l'histoire comme destin

1 - Gaza, un tremblement de terre politique

La guerre catastrophique d'Israël contre le Liban avait ruiné la légende dorée qui auréolait cet Etat; le mythe de sa vocation semi-céleste par nature et par définition a trépassé. La Finul entoure à perpétuité le peuple irénique d'un cordon sanitaire utile à la protection de son voisin. Des dizaines de nations, aux côtés desquelles on compte des contingents venus de la Russie et de la Chine, montent à jamais la garde aux frontières d'un Etat hébreu dont les coups de sang sont jugés imprévisibles. L'assaut apocalyptique d'une des plus puissantes armées du monde contre le minuscule territoire de Gaza aura des conséquences irréversibles: une patrie originellement innocente et dont l'Eden national passait pour se trouver sans cesse sur la défensive face à de méchants agresseurs a définitivement changé de Bible sur la scène internationale. Non seulement ce haut fait d'armes du peuple des prophètes a entraîné une réprobation universelle, mais cet exploit plus titanesque encore dans l'insensé que dans l'ordre politique s'appelle, en droit public, un **génocide**. Que penser d'une contre-performance qui place Israël sur l'échiquier du Tribunal pénal de la Haye ?

La shoah avait définitivement assoupi un antisémitisme que les siècles avaient rendu endémique en Europe. Quand une société ou une civilisation se fondent sur une identité collective compacte, donc principalement construite sur le ciment d'un mythe religieux, tout groupe allogène se trouve frappé d'un ostracisme sacré. Puis le rejet des "*décicides*" avait été quasiment suspendu en raison des progrès de l'athéisme qui avait dissous les identités oniriques sur lesquelles les deux mythologies reposaient. Mais Israël se trouve désormais menacé par

un antisémitisme qui aura entièrement changé de socle magique et qui résultera de la solidarité affichée et indéfectible des communautés nationales juives du monde entier avec l'expansion territoriale continue et irréprouvable de l'Etat d'Israël. Alors que, depuis les origines, l'antisémitisme était demeuré de nature foncièrement théologique il risque de devenir strictement nationaliste en raison du prosélytisme sioniste du peuple juif miraculeusement, mais sans doute provisoirement ressuscité sur un territoire déterminé.

La gravité d'un rejet oublié depuis Titus et Vespasien se fondera donc sur une condamnation morale devenue focalisable. C'est dire combien le "*peuple élu*" n'avait vraiment pas besoin de territorialiser, donc de politiser, sur un lopin de la mappemonde un terrible retour du boomerang d'Abel.

Au premier siècle, le rejet d'Israël reposait sur un progrès religieux - ce peuple était seul à rejeter les idoles de bois, de pierre ou d'airain du monde antique. Et voici toutes les nations de la terre changées en spectatrices effarées d'un camp de concentration à ciel ouvert. Que faire d'un million et demi d'hommes, de femmes et d'enfants qui localiseront inévitablement un bourreau placé sous la surveillance permanente d'un tribunal tantôt mis sous somnifère, tantôt aux yeux grands ouverts?

Mais, dans le même temps, ce désastre exercera une fonction cathartique, parce que, d'un instant à l'autre, l'heure va sonner où la classe dirigeante internationale se trouvera accusée de complicité avec Caïn. Comment échapper à ce reproche, sinon en plaidant l'innocence attachée à un titanique retard intellectuel? Il vaut mieux se faire l'avocat d'une méconnaissance dramatique des lois de l'histoire et des fondements anthropologiques de la politique que de partager sciemment la responsabilité d'un crime de guerre prévisible et inévitable. Le moment approche donc d'une prise de conscience dont la vocation sera d'approfondir l'humanisme superficiel dont l'Europe vit depuis le XVI^e siècle - retard qui aura privé des sciences humaines encore héritées de la théologie du Moyen Age de toute interprétation darwinienne et freudienne aussi bien de la politique des mythes sacrés que de la politique tout court.

2 - Que se passera-t-il quand...

La date de l'accouchement d'une pesée psychobiologique et transreligieuse de l'Histoire de notre espèce est devenue prévisible en raison de l'impossibilité de la parturition d'un Etat palestinien à laquelle la diplomatie mondiale va fatalement se heurter au Moyen Orient, ce qui contraindra toutes les chancelleries à ouvrir quelque peu les yeux sur les arcanes de l'encéphale simiohumain. Car, d'un côté, Israël a définitivement perdu toute chance de déclencher une expédition dite "*défensive*" contre un voisin désarmé: il ne lui reste que l'Iran à "*punir*" à titre préventif. Mais toute expédition militaire contre cet Etat ambitieux de disposer de l'arme de l'émasculat du dieu Mars à l'échelle de la planète provoquerait une opposition résolue à cette bimboloterie politique non seulement de la Russie et de la Chine, mais également des Etats-Unis et de l'Europe, pour ne rien dire, je le répète, du cataclysme que serait le déchaînement d'un antisémitisme de type nationaliste d'une radicalité auprès de laquelle celui des siècles de foi ferait figure de bergerie. Mais, dans le même temps, on s'apercevra que, dans l'état gélatineux qui caractérise le "*connais-toi*" un siècle et demi après la parution de ***L'évolution des espèces***, nous ne disposons encore d'aucune réponse rationnelle à la situation au Moyen Orient, de sorte que notre embryon de science politique sera mise à la rude épreuve d'une évaluation du degré de carence cérébrale dont elle se trouve affectée, ce qui n'était plus arrivé depuis Copernic. Pis que cela : si notre anthropologie scientifique est tombée en panne faute de balance à peser notre tête, le danger est imminent de voir renaître le péril le plus mortel, celui que Socrate avait placé à l'origine de tous les maux; car Adam demeure tellement dépourvu d'esprit critique au point qu'il se convainc de savoir ce qu'il ignore, et cela qu'il se fait, de sa méconnaissance même au chapitre de sa véritable nature, le fondement le plus résolu et le plus assuré de l'errance dont sa science politique et sa gouvernance de son destin se trouvent frappées de naissance.

Que se passera-t-il quand toutes les chancelleries de la planète auront fini par comprendre qu'Israël ne consentira jamais à partager Jérusalem avec les disciples de Mahomet et que, de son côté, l'Islam se laissera arracher les yeux plutôt que de se laisser ravir ce fleuron d'Allah et de son prophète? Que se passera-t-il quand tous les Etats du monde auront compris qu'Israël n'évacuera jamais la Cisjordanie et ne rendra jamais les territoires occupés depuis 1967 ? Que se passera-t-il quand les cinq continents auront constaté que jamais Israël n'acceptera la création d'un Etat aussi souverain que lui-même à ses côtés? Pour l'instant une diplomatie réduite à prendre son ignorance même pour un savoir se livre encore à des incantations d'une pieuse stérilité. Mais que se passera-t-il quand une vraie science des peuples et des nations aura fait ses premiers pas et formulé les prolégomènes d'une politique digne du XXI^e siècle?

3 - La pesée de l'encéphale simiohumain

Pour porter une telle anthropologie sur les fonts baptismaux d'une connaissance rationnelle des coulisses de l'encéphale actuel de notre espèce, il faut séparer le cerveau hébreu de celui du reste de l'humanité, puis les placer tous deux sur les plateaux d'une seule et même balance, afin de peser leur science respective de la nature et de la portée politique de l'apocalypse nucléaire. Dans cette paire de masses grises, la première sait fort bien que deux singes armés d'une foudre tellement stupide qu'elle les condamne à s'exterminer réciproquement se garderont bien de se suicider à seule fin de fêter leurs épousailles et leurs funérailles dans les plus hautes régions de l'atmosphère.

C'est pourquoi Tel Aviv tente de convaincre les gouvernements de tous les autres Etats de la planète de ce qu'Israël se trouverait menacé d'extermination vaporeuse si l'Iran disposait de la foudre inutile qui ne permet aux huit stupides Jupiters de la modernité que de jouer aux matamores de leur propre trépas. Mais comment peser le cerveau de la masse tout entière des singes vocalisés, sinon par l'examen minutieux des instruments de mesures perfectionnés dont dispose la balance construite à cet effet par les anthropologues les plus éminents de la planète? Or, le Quai d'Orsay a officiellement déclaré "*inacceptable*" le "*prétexte*" selon lequel la possession de la bombe atomique par d'autres Etats que l'Iran - tels l'Inde et le Pakistan - serait de nature à réfuter la dangerosité

réservée à la seule foudre dont la Perse pourrait disposer dans le futur, alors que ladite fulmination ne serait pas moins inutilisable sur un champ de bataille réel que celle d'Israël.

C'est ici que les hypothèses simianthropologiques les plus audacieuses des peseurs hébreux du cerveau de notre espèce triomphent de celles de tous leurs rivaux : "Voyez, disent-ils, nous n'avons même pas à fabriquer de balance raffinée pour calculer avec une grande exactitude le volume de la boîte osseuse de nos apparents congénères. Car l'adjectif "*inacceptable*" n'est autre que le poids et la mesure qui lui permettent de ne rien peser et de ne rien calculer du tout et de conquérir en un tournemain la connaissance verbifrique de ce qu'ils ignorent. Ils ne placent donc jamais que leurs adverbes vides de sens sur les plateaux de la balance qui leur permet de peser leur tête. Mieux que cela : ce vide lui-même, ils s'interdisent les uns aux autres de jamais en examiner la vacuité spécifique et "*bombinans in vacuo*", comme disait leur scolastique du Moyen Age. Leur infirmité encéphalique naturelle et innée nous permet donc de piloter la planète entière à notre seul avantage. Voyez, ajoutent-ils, la capacité crânienne de la population mondiale moyenne d'aujourd'hui doit être estimée non pas à 50%, mais à 30% seulement de celle d'Israël."

Ces prémisses rendent ardue la pose des fondements de la science anthropologique rigoureuse du politique à laquelle nous devons cependant nous essayer avec les moyens du bord.

4 - Un " Discours de la méthode " à l'usage de la politologie moderne

Le "*Discours de la méthode*" que nous attendons enseignera aux scolastiques de la Sorbonne des laïcs ce que l'Assemblée des nations unies de 1948 aurait dû apprendre sur les bancs de l'école, à savoir que si vous implantez un peuple venu d'ailleurs sur un territoire vierge ou déjà peuplé de congénères appartenant à une autre variété du genre humain, ce peuple s'appliquera avec une ardeur et une persévérance sans pareilles à unifier et à étendre un rassemblement aussi inespéré de spécimens de son espèce. La monarchie gauloise a consolidé le royaume des Capétiens un demi millénaire durant, l'Espagne a mis des siècles à chasser les Maures, le Saint Empire romain germanique a longtemps tenu à bout de bras les dépouilles de la Rome antique, la Germanie du XIXème siècle a vaincu successivement le Danemark, l'Autriche et la France afin de fonder l'Allemagne moderne, la petite Suisse elle-même a groupé vingt-quatre Etats microscopiques autour de deux chefs de file, Zurich et Berne, et elle a abusivement baptisé cette fédération de "*confédération*" - mais il a fallu attendre le XIXè siècle pour que les cantons de Vaud et de Neuchâtel secouassent le joug bernois. Quant au "*canton et République du Jura*", sa naissance remonte à 1974. Passons derechef du minuscule au gigantesque : la Russie a conquis l'accès à la Mer Noire sous Catherine II en 1783; puis elle s'en est trouvée dépossédée en 1856 par Napoléon III pour la reconquérir sous le tsar Alexandre II. Mais de nos jours, l'empire américain tente de lui disputer à nouveau et âprement le port de Sébastopol. Quant à l'empire américain, il n'est pas nécessaire de récapituler les patientes étapes de sa marche de deux siècles vers la conquête du monde.

Passons à la contre-épreuve: un empire qui cesse de s'étendre ou de se consolider se fossilise et disparaît. L'empire des Habsbourg s'est évanoui au XIXè siècle sous les coups de la Prusse, l'Amérique du Sud n'a pas accédé au destin d'un continent dominant pour le simple motif que la révolution de Bolivar y a échoué, l'Italie n'a reconquis son unité qu'au XIXè siècle pour la reperdre au XXè siècle - un territoire occupé à titre perpétuel par cent trente sept puissantes garnisons étrangères et qui, en 1945, a dû céder à titre définitif le port de Naples à la flotte de guerre des Etats-Unis n'est évidemment plus une nation souveraine. Non seulement une Allemagne quadrillée par cent quatre vingt dix-huit places fortes étrangères dotées, en fait, du statut de l'exterritorialité, n'est pas libre de ses mouvements sur la scène internationale, mais, de surcroît, le découpage de son territoire en Länder largement autonomes l'empêche de jamais former des élites politiques de stature mondiale, du seul fait que le pouvoir démocratique se conquiert sur les masses, donc par des promesses électorales nécessairement fondées sur la crédulité populaire : l'Allemagne n'a même plus de vraie capitale culturelle, parce que les Länder défendent une vision provinciale du génie.

Quant à la France, elle perdra son âme le 4 avril 2009, non point seulement comme l'a écrit M. Védrine le 5 mars 2009 dans le Monde, parce que peu importent les nationalités des officiers et des soldats qui reçoivent les ordres du Pentagone au sein de l'OTAN, mais parce que notre nation était la seule, depuis quarante trois ans, à refuser la légitimation sur le long terme de la domination militaire de l'Europe entière par une puissance étrangère vingt ans après la chute de l'union soviétique, donc la seule à sauver l'honneur par son obstination à faire flotter le drapeau de la souveraineté nationale sur le continent de Copernic. Quand cette vassalisation aura pris fin, la France ne se lavera qu'après une interminable souillure d'une tache sur son drapeau dont son histoire demeurera maculée aux yeux des siècles à venir. On ne joue pas avec l'âme et la mémoire des nations.

C'est pourquoi **M. Jean-Luc Pujol Président des clubs Penser la France**, a pu écrire : "*Comment, dans ce contexte, la France peut-elle - au pire moment ! - imaginer rejoindre l'OTAN? Il ne s'agit plus là d'une faute politique, mais bel et bien d'un crime ! Crime contre l'Europe, en la privant de toute perspective d'autonomie possible. Crime contre la France, en soldant le cœur stratégique de notre défense nationale. Heureusement, à ce crime, la Constitution répond par un dispositif renforcé en février dernier. L'hommage à Jacques Chirac s'impose de lui-même : la destitution. Etonnante prémonition !*"

Voir - I : Une révolution du droit international public: Réflexion sur la destitution du Président de la République en vertu de l'art. 68 de la Constitution révisée le 23 février 2007, **15 octobre 2007**

De la sagesse et de la frivolité en politique, **LETTRES PERSANES**, **3 avril 2007**

La Constitution modifiée le 23 février 2007 et la défense de la souveraineté de la France, **14 mars 2007**

Or, l'Etat hébreu sait qu'un peuple adulte se définit à l'écoute de son autonomie psychique et que celle-ci est consubstantielle à l'indépendance des nations. La France a mis des siècles à donner une identité nationale commune à l'Alsace et à la Gascogne, l'Allemagne n'a pas eu le temps de donner une identité nationale

commune à la Prusse protestante et à la Bavière catholique, l'Espagne a perdu son identité nationale avec la désertion de la Catalogne et Rome n'a plus la puissance de rassembler la Calabre et le Piémont.

"Israël, que vas-tu devenir, toi qui t'es convaincu non point de conquérir une terre, mais seulement de la réoccuper après un long exil? Mettras-tu la planète à feu et à sang pour défendre ta vocation de peuple et de nation ou bien retourneras-tu traîner le boulet de trois millénaires de ton histoire sur une terre étrangère?"

5 - Une panne des bénédictions

La classe dirigeante d'Israël voit l'étau des lois de l'Histoire se refermer inexorablement sur elle. Aussi le génocide de Gaza est-il également le fruit d'une panique d'entrailles du peuple hébreu. Comment cette nation se contenterait-elle de retrouver sa vieille demeure et d'en dépoussiérer les aîtres, comment ses immigrants ne verraient-ils pas que leur entreprise est vouée à un échec fatal du seul fait que le XXI^e siècle ne se prête plus aux expansions sournoises et cachées aux regards de la planète des nations en gestation? Depuis cinq siècles, la poudre à canon avait pris la relève des épées. Et maintenant, le pain de la gloire a cessé de monter dans le four du trépas sur les champs de bataille. Que valent encore des victoires réduites à de hideux carnages sous les yeux des caméras du monde entier, que valent encore des massacres offerts en spectacle à une humanité tout entière assise dans ses fauteuils devant les "*étranges lucarnes*"? Il est difficile de bomber le torse à l'école des triomphes du glaive si ceux-ci se réduisent à l'extermination systématique et ciblée de populations sans défense, il est difficile aux films d'horreurs de faire flotter des drapeaux sur des amoncellements de cadavres. Voici que le journal de bord de la mappemonde de Caïn se trouve placé entre toutes les mains.

C'est pourquoi la "*communauté internationale*" aux mains jointes sait qu'elle est à bout d'absolutions, *primo*, parce que personne au monde ne fera reculer Israël d'un seul pouce sans recourir à la force des armes, *secundo*, parce que personne au monde non plus ne lèvera une armée aguerrie afin de remettre les Palestiniens en possession de la terre de leurs ancêtres. La nation rescapée des camps de concentration de Hitler, puis devenue le garde-chiourme du plus grand camp de concentration en plein air de tous les temps, sait qu'elle est assurée de l'impunité. Mais s'enfermera-t-elle dans l'enceinte d'une forteresse invisible, celle du trépas de l'éthique de ses prophètes? Partout les produits du sol d'Israël se trouvent boycottés, partout des universités prestigieuses - Princeton, Columbia - mobilisent les futures élites de la politique afin de contraindre Israël à "*autoriser*" un Etat palestinien à se dresser à ses côtés - mais, encore une fois, la pauvreté anthropologique de la science historique et de la politologie contemporaines nous prive des spéléologues de l'espèce simiohumaine qui enseigneraient aux Etats à se connaître.

Et pourtant, quand l'Histoire a perdu son chemin, elle découvre un sentier étroit et rejoint son propre personnage un instant oublié, bafoué, amputé. Quel étonnant acteur que l'Histoire au pas pressé ou nonchalant! L'ignorance et la sottise peuvent bien la faire tituber - elle finit toujours par retrouver ses esprits. Je ne sais quelle route elle va tracer, mais je suis sûr qu'elle se rendra vers ses quartiers d'hiver et d'été. Pour cela, courons à grandes enjambées à ses côtés - les personnages dédoublés entre leur corps et leur destin qu'on appelle des nations attendent les Fellini, les Renoir, les Bergman de l'Histoire du monde.

6 - Israël et ses prophètes

Sachez que tous les peuples sont des personnages en chair et en os, mais que rares sont ceux qui incarnent un destin; sachez que ceux-là seuls se rendent éternels pour s'être dotés du corps invisible qu'on appelle une destinée. L'Angleterre déplace encore sa carcasse sur le théâtre de la mappemonde, mais l'âme que symbolisait cette charpente grelotte dans un carrosse cahotant sur des chaussées ignorées de l'Histoire. L'Espagne n'est plus qu'une ossature embarrassée - que faire, se dit-elle, du personnage sans destin et sans voix qui fait tinter mon squelette? Comment, se dit-elle, me réduirais-je à un spectre de Sancho Pança sur les planches de ce bas monde? Comment renoncerais-je à mon destin de chevalier de mes songes? Courons retrouver en Amérique du Sud et en Europe le conquérant que je suis. Le Japon a perdu l'ombre allongée ou raccourcie qui suit pas à pas les nations et qui s'appelle leur destin. La Chine et l'Inde sont sur le point de retrouver leur ombre - mais il leur fallait le temps de s'armer des os et de la musculature sans lesquels les nations ne sauraient basculer dans le royaume des âmes. La Russie vient seulement de se remettre sur ses jambes ; mais ce Quichotte ne rencontre jamais son destin qu'à la faveur des retrouvailles de sa chair avec son ciel en folie.

Israël est-il un personnage reconnaissable seulement à ses muscles et à ses viscères ou bien l'incarnation d'un destin? D'un côté, il semble qu'il s'agisse seulement d'un personnage aux gants de boxe, d'un Pygmée armé en Hercule, d'un faucon auquel vingt siècles d'absence au monde ont désappris l'Histoire, d'un Cyclope monté sur un bulldozer, d'un nain sous une cuirasse trop lourde à porter, d'un enfant amusé par sa foudre, d'un infirme titubant parmi des éclairs et des fulminations dont il ne sait que faire. Mais, en réalité, Israël est tellement un destin et seulement un destin que ce peuple semble caricaturer l'effigie de la fatalité qu'il incarne. Quelle silhouette digne de la plume d'un Cervantès ou d'un Shakespeare qu'une nation réduite à l'errance, quel symbole en marche qu'un peuple dont le tragique illustre l'orgueil, la solitude et l'irréductible singularité d'un destin!

7 - L'histoire comme personnage et l'histoire comme destin

Le drame dans lequel l'humanité va entrer sera celui du dialogue que l'histoire du monde comme personnage entretiendra avec l'histoire comme destin. Car il existe des hommes de chair et des hommes dont le corps véritable s'appelle un destin. Diogène a un destin de lanterne allumée en plein jour, Socrate de buveur de ciguë, Jésus d'immolé passif ou rebelle. Mais tout destin national se déroule sur les planches du globe terrestre, tout grand peuple se fait du monde entier un théâtre à sa mesure. Les vraies nations sont déchirées entre leur chair et leur destin. Israël a pris rendez-vous avec un destin que personne n'avait incarné avant lui : celui d'un peuple qui ne sait ni sur quelle terre marcher, ni vers quel ciel s'envoler, parce que son destin est étranger à sa terre et sa terre étrangère à son destin. Quel paradigme du tragique de la condition humaine que de symboliser le divorce

entre les deux faces du singe parlant, quel destin, pour un peuple, que de porter la potence d'une humanité sans asile.

Israël retombera dans une histoire sans ciel et sans terre, une histoire toute grouillante de chair et d'os, Israël retrouvera sa destinée seulement trottinante à ses côtés, Israël mourra et renaîtra du personnage de Chamisso qui avait perdu son ombre. Alors seulement les prophètes hébreux retrouveront un corps et une voix : "Israël, diront-ils, regarde nos corps trop lourds et notre ombre enchaînée. Ton tour est venu de te disloquer entre ton absence à toi-même et ton existence chargée de chaînes; ton tour est venu de te mettre à l'école des disloqués à ton image, tes prophètes."

Peut-être la chance d'Israël est-elle d'avoir d'ores et déjà pris rendez-vous avec son destin de martyr de la condition humaine. Quel sera le second rendez-vous de cette nation avec son personnage en chair et en os sur cette terre? Naîtra-t-il un prophète qui demandera à l'Histoire : "Pourquoi ne peux-tu ni t'incarner, ni t'envoler ? Vois, toutes se dandinent sur le sol, toutes agitent leurs ailes inutiles. Ni l'errance ne suffit à leur fourrage, ni le ciel ne leur permet de prendre leur vol. Mais toi seul, Israël, tu perds ton ciel à vagabonder sur la terre ; et quand tu retrouves ta terre, tu n'entends plus la voix de tes prophètes. Pourquoi les as-tu mis à mort ? Serait-ce que ni au ciel, ni sur la terre tu ne peux vivre ?"

Peut-être est-ce cela, les retrouvailles d'Israël avec son destin : celui de donner à l'errance de tous les peuples et de toutes les nations leur premier témoin de l'exilé universel qu'on appelle l'humanité.

Manuel de Diéguez

16 mars 2009

http://pagesperso-orange.fr:80/aline.dedieguez/tstmagic/1024/tstmagic/moyen_orient/gaza.htm

1-3 Seumas Milne - Le terrorisme est le prix à payer pour le soutien aux despotes et aux dictateurs.

Extrait

Loin de protéger sa souveraineté, le gouvernement égyptien l'a vendue à l'étranger pour continuer à toucher des subsides et maintenir son despotisme dynastique, sacrifiant toute prétention à son rôle historique de leader du monde arabe, écrit Seumas Milne.

Si une survivante de l'Holocauste, âgée de 85 ans, avait fait la grève de la faim en soutien d'un peuple assiégé dans une autre partie du monde, et si des centaines de manifestants plutôt occidentaux avaient été pris pour cible et battus par la police, vous pouvez être sûr que nous aurions entendu parler de tout cela.

Mais parce que cela s'est passé dans l'Egypte soutenue par l'Occident plutôt qu'en Iran, et parce que le peuple soutenu par les manifestants était les Palestiniens de Gaza au lieu de, disons, les Tibétains, la plupart des gens en Europe et en Amérique du Nord n'en ont rien su.

Ces deux dernières semaines, deux groupes composés de centaines de militants se sont affrontés avec des policiers et des officiels égyptiens pour pouvoir pénétrer dans la bande de Gaza afin d'exprimer leur solidarité avec la population sous blocus, à l'occasion du premier anniversaire de l'assaut dévastateur d'Israël.

Hier soir [6 janvier], le convoi Viva Palestina de George Galloway, fort de 500 personnes et transportant de l'aide médicale, a finalement été autorisé à entrer dans Gaza, déduction faite de 50 de ses 200 véhicules, après avoir été bloqué plusieurs fois, détourné et soumis à des menaces->] par la sécurité égyptienne - avec une agression brutale le mardi soir [5 janvier] dans le port égyptien d'El Arish qui a eu pour résultat des dizaines de blessés malgré la présence d'un député britannique et de 10 députés turcs.

Ceci succédait à une tentative [d'entrer dans GAza] des 1400 manifestants de le "marche pour la liberté de Gaza" venus de plus de 40 pays - seuls 84 d'entre eux ayant été autorisés à traverser la frontière. C'est ce qui a conduit Hedy Epstein, dont les deux parents sont morts à Auschwitz, à refuser de s'alimenter au Caire tandis que les manifestants étaient violemment dispersés et que le premier ministre israélien, Benyamin Netanyahu, était reçu à bras ouverts non loin de là.

Hier, des manifestations organisées du côté de la frontière de Gaza par les Palestiniens contre le harcèlement subi par le convoi « Viva Palestine » ont conduit à des affrontements violents avec les forces de sécurité égyptiennes au cours desquels un soldat égyptien a été tué et de nombreux Palestiniens blessés.

Mais bien que la confrontation ait été largement ignorée en Occident, cela a été un événement médiatique majeur au Moyen-Orient et qui n'a fait de tort qu'à l'Egypte. Et tandis que le gouvernement égyptien affirme qu'il ne fait que maintenir sa souveraineté nationale, ces événements ont en revanche clairement exposé sa complicité avec le blocus de Gaza et la punition collective imposée à ses 1,5 million d'habitants - blocus voulu par les Etats-Unis et soutenu par l'Union Européenne.

Le principal protagoniste de l'état de siège, Israël, ne contrôle que trois côtés de la bande de Gaza. Sans l'Egypte qui contrôle le quatrième, le blocus serait inefficace. Mais après avoir toléré des tunnels qui ont sauvé les habitants de Gaza de l'état d'extrême mendicité, le régime du Caire a lancé, afin de rendre le blocus total, la construction d'un mur souterrain en acier - appelé « le mur de la honte » par beaucoup d'Égyptiens - sous l'étroite supervision des Etats-Unis.

C'est en partie parce que le dictateur égyptien vieillissant, Hosni Mubarak, craint une contamination à travers la frontière de l'administration du Hamas élue à Gaza dont les alliés idéologiques dans l'organisation interdite des Frères Musulmans seraient susceptibles de remporter des élections organisées librement en Egypte.

Mais deux autres facteurs semblent avoir joué un rôle décisif pour convaincre le Caire de se plier aux pressions américaines et israéliennes et de serrer la vis sur les Palestiniens de Gaza ainsi que sur ceux qui les soutiennent. Le premier était une menace américaine de supprimer des centaines de millions de dollars d'aide si l'Egypte ne

sévissait pas contre la « contrebande » d'armes et autres produits. Le second est le besoin d'un acquiescement de la part des États-Unis dans la succession très attendue et héréditaire de Gamal, ex-banquier et fils de Moubarak, à la présidence.

Ainsi loin de protéger sa souveraineté, le gouvernement égyptien l'a vendue à l'étranger pour continuer à toucher des subsides et maintenir son despotisme dynastique, sacrifiant toute prétention à son rôle historique de leader du monde arabe.

D'un point de vue international plus large, c'est précisément cet appui par l'Occident de régimes tels que l'Égypte, répressifs et qui ne représentent qu'eux-mêmes, en même temps que son soutien indéfectible à l'occupation israélienne et à la colonisation des terres palestiniennes qui sont au cœur de la crise au Moyen-Orient et dans le monde musulman.

Des décennies d'un soutien, affamé de pétrole, de despotes, de l'Iran à Oman, de l'Égypte à l'Arabie saoudite, en même temps que l'échec du nationalisme arabe à achever la décolonisation de la région, ont alimenté en premier lieu l'islamisme puis l'éruption de sa variante Al-Qaïda il y a maintenant plus d'une décennie.

Mais, loin de comprendre que l'hostilité naturelle à un contrôle étranger sur la région et à ses ressources était au centre du conflit, la réponse désastreuse a été d'étendre la présence de l'Occident encore plus profondément, avec de nouvelles et encore plus destructrices invasions et occupations en Irak, Afghanistan et ailleurs. Et le court flirt de l'administration Bush avec la démocratisation dans les États clients tels que l'Égypte a été rapidement abandonné une fois qu'il est devenu clair qu'il était susceptible d'être élu.

Sous Barack Obama la logique empoisonnée de ce borborygme impérial conduit inexorablement à la propagation de la guerre. À la suite de l'attentat manqué sur un vol à destination de Detroit le jour de Noël, le président américain a annoncé cette semaine deux nouveaux fronts dans la guerre contre le terrorisme, Gordon Brown emboîtant fidèlement le pas : le Yémen où le candidat à l'attentat aurait été formé, et la Somalie où Al-Qaïda a également pris racine dans le borborygme de la guerre civile et de la désintégration sociale chronique.

Le renforcement de l'intervention militaire occidentale dans ces deux pays va certainement aggraver le problème. En Somalie, il l'a déjà fait, après que les États-Unis aient soutenu l'invasion éthiopienne de 2006 qui a renversé la relativement pragmatique « Union des tribunaux islamiques » et a engendré le mouvement Shabab, plus extrémiste, lié à Al-Qaïda et qui exerce maintenant son contrôle sur de grandes parties du pays.

L'extension du soutien américain à l'impopulaire gouvernement yéménite, déjà confronté à une rébellion armée dans le nord et à la menace d'une sécession du sud rebelle - qui a été le seul à réussir en 1967 à pousser au départ le régime colonial britannique - ne peut que jeter de l'huile sur le feu.

Le premier ministre britannique a essayé cette semaine de nous convaincre que la croissance d'Al-Qaïda au Yémen et en Somalie illustre le fait que la stratégie occidentale « fonctionnait », parce que l'escalade de la guerre en Afghanistan et au Pakistan aurait contraint Al-Qaïda à chercher à établir des sanctuaires ailleurs. En réalité, il s'agit d'une manifestation de l'échec grotesque de toute la guerre contre le terrorisme. Depuis son lancement en octobre 2001, Al-Qaïda s'est propagé à partir des montagnes de l'Afghanistan à travers toute la région : l'Irak, le Pakistan, la corne de l'Afrique et bien au-delà !

Plutôt que de réduire l'aide occidentale aux dictatures et aux occupations qui alimentent le terrorisme dans sa variante Al Qaeda, et plutôt que de concentrer ses ressources policières pour la contrer, les États-Unis et leurs alliés ont répété et étendu inexorablement les monstruosité qui ont produit ce terrorisme. C'est une recette pour une guerre sans fin contre le terrorisme.

Seumas Milne –

The Guardian

10/01

* Seumas Milne est journaliste et éditeur associé au journal britannique The Guardian

7 janvier 2010 - The Guardian –

Vous pouvez consulter cet article à : <http://www.guardian.co.uk/commentis...>

Traduction : Claude Zurbach Seumas Milne

<http://nasr-moqawama.blogspot.com>

1-4 Nadine Rosa-Rosso : Le rôle de l'Europe dans l'extermination des Palestiniens.

Intervention au Forum des résistances à Beyrouth de Nadine Rosa-Rosso (Belgique) ou comment les gouvernements européens ont condamné à mort les dirigeants de la résistance palestinienne et permis les massacres israéliens dans la bande de Gaza.

"L'agression sioniste contre Gaza de l'hiver 2008-2009 est la continuation de la guerre de colonisation commencée en 1947. Cette dernière guerre a été préparée politiquement, particulièrement pour le public occidental, par le placement, par les USA et l'Union européenne, du Hamas, du Jihad Islamique, du FPLP et de cinq autres organisations de résistance palestinienne sur la liste des organisations terroristes.

Or pour Dirk Marty, rapporteur au Conseil de l'Europe, « se trouver sur cette liste équivaut à une condamnation à mort ». L'offensive contre GAZA avait pour but clair d'exécuter cette peine de mort : liquider la résistance palestinienne à travers la destruction du gouvernement palestinien démocratiquement élu.

Ce que l'armée sioniste réalise avec ses soldats, ses avions, ses chars, ses bombes, les gouvernements européens le réalisent avec des lois qui criminalisent la résistance et ceux qui la soutiennent. Lutter contre l'agression et la colonisation signifie donc aussi aujourd'hui concrètement en Europe lutter pour le retrait des organisations de résistance palestiniennes de la liste des organisations terroristes.

C'est pour cette raison que j'ai lancé un appel le 1er février 2009 au retrait du Hamas et des autres organisations palestiniennes de la liste européenne des organisations terroristes. Nous partons du point de vue que la question palestinienne n'est ni une question religieuse, ni une question humanitaire. C'est une question éminemment politique. Elle consiste à dénoncer le caractère colonial d'Israël et de toute sa politique et à reconnaître et soutenir comme légitime la résistance du peuple palestinien et de toutes ses organisations de résistance.

Cet appel a reçu le soutien de centaines de personnalités européennes, américaines et canadiennes. Leur argumentation en faveur de l'appel fait apparaître cinq justifications politiques essentielles :

1. L'Union européenne, comme les Etats Unis, oblige toujours les peuples à organiser des élections sous haute surveillance occidentale. Mais quand le résultat des élections ne lui plait pas, elle organise le blocus, participe à la guerre, directement ou indirectement, soutient les agresseurs afin de renverser les représentants élus.

. L'Union européenne doit admettre que le temps des colonies est terminé et qu'il ne reviendra plus. Elle doit renoncer à sa politique impérialiste et adopter des relations post-coloniales avec le reste du monde, qui respectent inconditionnellement sa souveraineté et sa dignité. 2Cela implique de renoncer à une politique internationale raciste qui traite les peuples du tiers-monde comme incapables de choisir leur système politique de façon responsable.

Il est grand temps de respecter enfin la Resolution 2621 XXV, du 12.10.1970 des Nations Unies qui affirme « le droit inhérent des peuples coloniaux de lutter par tous les moyens nécessaires contre les puissances coloniales qui répriment leur aspiration à la liberté et à l'indépendance. »

3. L'Union européenne doit s'autodéterminer par rapport aux USA et cesser de suivre aveuglément toutes les aventures militaires des USA dans leur politique impériale. Retirer le Hamas de la liste des organisations terroristes peut être un pas dans ce sens, car cette liste est une liste américaine, établie en 1995 après les accords d'Oslo pour contraindre le peuple palestinien à renoncer à ses droits légitimes. Cette légitimation du droit à la résistance est confortée par l'article 1er §4 du premier protocole additionnel de Genève du 08.06.1977 aux termes duquel, parmi les conflits armés internationaux, figurent ceux « dans lesquels les peuples luttent contre la domination coloniale et l'occupation étrangère et contre les régimes racistes dans l'exercice du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes,... »

4. Retirer les organisations palestiniennes de la liste des terroristes, c'est reconnaître la légitimité de la résistance. Toutes les résistances dans le monde ont été étiquetées de terroristes. Au siècle passé, les résistances au fascisme étaient traitées de terroristes par les nazis. Les dirigeants nationalistes comme Nelson Mandela ont passé des dizaines d'années en prison sous l'accusation de terrorisme. Et c'est seulement en juillet 2008, quinze ans après être devenu prix Nobel de la Paix et quatorze ans après être devenu président de l'Afrique du Sud que les États-Unis se sont décidés à le retirer de leur « Terror list » ! Et en ce jour, nous commémorons la mort du dirigeant nationaliste congolais, Patrice Lumumba, assassiné pour avoir revendiqué une véritable politique d'indépendance. Les célébrations en France et en Belgique du cinquantième anniversaire de l'indépendance de nombreux Etats africains pourraient être l'occasion de dénoncer cette politique assassine.

5. Et enfin, c'est aussi reconnaître le droit à notre résistance, dans les pays de l'Union européenne et mettre fin à la politique de criminalisation des activistes, des combattants anti-guerre et anti-impérialistes. Politique de criminalisation qui touche particulièrement cette partie des peuples qui est issue de l'immigration, en particulier les populations arabophones et musulmanes d'Europe, déjà soupçonnées de vouloir recouvrir nos pays de minarets et de foulards.

Les réactions à l'Appel ont montré que malgré les difficultés qui restent grandes, il est possible de construire en Europe, mais aussi en Amérique du Nord, le début d'un front de soutien aux résistances anticoloniales et anti-impérialistes dans le monde.

La première condition pour renforcer ce front est de ne pas se laisser intimider par les mesures de criminalisation, comme l'interdiction récente en Grande Bretagne de s'exprimer contre la présence des soldats britanniques en Afghanistan. Les démocrates européens dignes de ce nom ne peuvent en aucun cas accepter ces glissements vers des Etats fascistes.

La deuxième condition est d'imposer chez nous les points de vue mais aussi la présence physique des représentants de la résistance afin de nouer des liens directs entre les peuples en lutte de par le monde.

Le monde est en train de changer mais la plupart des forces politiques traditionnelles, en particulier dans la gauche, se refusent à l'admettre. L'époque où l'Occident dictait sa politique est terminée. Les rapports de force économiques changent aussi avec la montée en puissance de nations comme la Chine, l'Inde, le Brésil ou la Russie. Sur le plan politique, tout le continent latino-américain bouge. Comme le déclarait le président du Venezuela Hugo Chavez à Copenhague : « Si le capitalisme s'oppose (aux changements), nous sommes dans l'obligation de livrer bataille contre le capitalisme et d'ouvrir les voies du salut de l'espèce humaine. Cette tâche nous incombe à tous, sous les bannières du Christ, de Mahomet, de l'égalité, de l'amour, de la justice et de l'humanisme véritable le plus profond ».

Les peuples en lutte ont la possibilité aujourd'hui d'unir leurs résistances face à leurs gouvernements et à un impérialisme de plus en plus affaibli et décadent. S'ils s'unissent, au-delà de leurs différences, ce siècle ne sera pas celui du choc des civilisations, mais celui du choc et de la victoire des résistances contre l'impérialisme."

Nadine Rosa-Rosso :

17 janvier

Contact : nadinerr@gmail.com

Source : CAPJPO-EuroPalestine

<http://www.europalestine.com/...>

http://www.palestine-solidarite.org:80/analyses.Nadine_Rosa-Rosso.170110.htm

1-5 Kawther Salam : Les détrousseurs de cadavres d'Israël.

Indépendamment de l'article publié récemment par le journaliste suédois Donald Boström sur le meurtre de Palestiniens par les Israéliens pour prélever des organes à des fins de trafic , et indépendamment des cris d'orfraie hystériques et des dénégations israéliennes, je tiens à présenter à mes lecteurs ce que j'ai vu, entendu et observé au cours de mes 22 ans de travail de journaliste sous occupation militaires israélienne en Cisjordanie et à Gaza.

Bilal Ahmed Ghanan, 19 ans, a été tué par les soldats israéliens, qui ont emporté son corps. Le corps a été rendu à sa famille avec une suture allant de l'abdomen au menton - Photo : Donald Boström

Mon expérience personnelle confirme ce qu'écrit M. Boström : bien que je ne sache rien du cas qu'il décrit, celui-ci est typique de ce que les Israéliens font tout le temps en Palestine, typique de ce qu'est la "norme" depuis le début des années soixante-dix.

C'est dès le début des années 1970 que les occupants militaires israéliens ont commencé à capturer et à garder les corps de Palestiniens qu'ils avaient assassinés.

Dès le début des années soixante-dix, des milliers de Palestiniens ont été enterrés dans de multiples tombes gardées secrètes par les militaires israéliens. Dès le début des années 70 des milliers de Palestiniens victimes de l'occupation ont été « autopsiés » et nombre de leurs corps gardés dans des tombes militaires numérotées. La plupart des membres de la résistance assassinés ont été emmenés pour « autopsie » et d'autres qui n'étaient que blessés ont été enlevés de l'hôpital par des Israéliens. Cette pratique est devenue moins répandue seulement quand l'Autorité Palestinienne a commencé à gouverner , c'est à dire que dans les zones qu'elle contrôlait les personnes tuées n'ont plus jamais été "autopsiées", mais que c'était encore le cas pour les personnes tuées ou blessées dans les zones contrôlées par les Israéliens.

Le commandement militaire israélien, le Commandement Central et le soi-disant Ministère de la « défense », ne peuvent pas cacher ces faits parfaitement bien connus : l'armée israélienne assassine tout le temps des personnes, et la plupart sinon la totalité des assassinés sont emmenés pour "autopsie", nombre d'entre eux sont enterrés dans des cimetières militaires israéliens dans des tombes anonymes numérotées.

Ces faits ne peuvent pas être cachés par les déclarations fantaisistes que publie le Ministère des Affaires Etrangères israélien, ni par le criminel de guerre et terroriste cinglé Ehud Barak pas plus que par l'extrémiste corrompu Benjamin Netanyahu.

Dans de nombreux cas, les commandants militaires ou les fonctionnaires de ce que l'on appelle "l'administration civile", renvoyaient à leurs familles, en pleine nuit, les corps de Palestiniens qu'ils avaient assassinés, et après quelques jours de « détention » des corps. Les officiers de l'armée n'appelaient la famille de la victime qu'après minuit (généralement entre 1 heure et 3 heures du matin), et exigeaient que quelques parents seulement, "pas plus de 10", attendent dans la rue pour l'enterrement des corps.

La première condition posée par l'administration "civile" militaire était que l'enterrement se fasse immédiatement après réception du corps, dans l'obscurité de la nuit, pour des "raisons de sécurité" ; la deuxième condition des Israéliens était que les femmes ne participent pas à ces funérailles secrètes, également pour des "raisons de sécurité" (en fait, ils voulaient éviter que les cris de deuil des mères, sœurs et filles de la victime ne soient entendus, et donc n'alertent le voisinage sur ce crime).

A l'occasion de chaque restitution du corps de l'une de leurs victimes assassinées, des fonctionnaires de l'administration "civile" militaire suivaient le cortège funéraire, dans leurs voitures blindées grises et attendaient la fin de l'enterrement. Nombre d'autres véhicules militaires, remplis de soldats, encadraient les funérailles, et ceux-ci observaient l'enterrement de leurs victimes, s'appêtant à tout moment à tirer sur le petit nombre de participants à l'enterrement. Bien sûr, les fonctionnaires expliquaient avec insistance à la famille que c'était une grande faveur qu'il lui faisaient de rendre le corps de leur bien-aimé et de lui permettre de l'enterrer.

Des corps vides bourrés de coton

Pour quelle raison faut-il donc enterrer quelqu'un au milieu de la nuit, et encadrer le cortège funéraire d'une compagnie de soldats israéliens et de fonctionnaires de l'administration « civile » des FDI, l'armée israélienne ? Si l'enterrement est normal, et si les organes des victimes n'ont pas été volés, alors pourquoi faut-il donc qu'elles soient enterrées dans l'obscurité de la nuit ? Toutes les familles des victimes savaient que ce ne sont que des corps vides bourrés de coton qu'elles recevaient et qu'elles devaient les enterrer en pleine nuit.

« Concernant Ehud Barak, un fait : vers la fin de la première Intifada, après le début des soi-disant Accords de paix d'Oslo, le beau-frère d'un de mes oncles paternels a été assassiné par les Israéliens au check-point de Qualandia et le corps a été renvoyé à la famille, quelques jours après l'incident, bourré de coton. Ce parent de mon oncle, Mondher Naji Rashid Abdullah, était un petit entrepreneur de transports ; il n'était engagé dans aucune activité politique de quelque sorte que ce soit. Il a été assassiné le 14 Avril 1991, deux jours avant l'Aïd El Adha, une fête comparable à Noël. Résultat de cet assassinat toujours impuni à ce jour : sa femme et ses enfants sont réduits à dépendre de la charité publique ».

Suite pièce jointe

Kawther SALAM

Source: http://www.info-palestine.net/article.php3?id_article=7179

1-6 John Pilger: Israël : Un bilan (The New Statesman)

La farce du sommet de Copenhague sur le Changement Climatique a confirmé la réalité d'une guerre mondiale menée par les riches contre la majorité de l'humanité.

Elle a aussi révélé l'existence d'une résistance qui grandit comme jamais auparavant : un internationalisme qui associe la sauvegarde de la planète terre avec les droits de l'homme universels, et exige que justice soit faite pour tous ceux qui envahissent et dépossèdent en toute impunité.

La résistance palestinienne au vol de leur pays a atteint un tournant en 2001 lorsqu'Israël fut qualifié d'état d'apartheid lors d'une conférence des Nations Unies sur le racisme à Durban, en Afrique du Sud. Selon Nelson Mandela, la justice pour les Palestiniens constitue « le plus grand enjeu moral de notre époque ». L'Appel de la Société Civile Palestinienne pour le Boycott, le Désinvestissement et les Sanctions (BDS), fut lancé le 9 juillet 2005, dans l'esprit du grand mouvement non-violent qui a balayé le monde et provoqué l'effondrement de l'Apartheid africain. « Au cours des décennies d'occupation et de vols, » a écrit Mustafa Barghouti, une voix de la sagesse dans le paysage politique palestinien, « 90% de la lutte palestinienne a été non-violente...

Une nouvelle génération de dirigeants palestiniens s'adressent au monde exactement comme Martin Luther King l'aurait fait.

Ce même monde qui rejette tout recours à la violence de la part des Palestiniens, même dans les cas flagrants de légitime défense, pourrait-il nous reprocher la non-violence employée par des hommes tels que King et Gandhi ? »

Aux Etats-Unis et en Europe, les syndicats, les associations universitaires et les grandes églises ont ravivé les stratégies et tactiques employés contre l'apartheid sud-africain.

Lors d'une résolution adoptée par 431 voix contre 62, l'église Presbytérienne des Etats-Unis a voté en faveur « d'un processus de désinvestissement progressif et sélectif contre les multinationales qui font des affaires avec Israël ». Cette décision avait été précédée par le jugement rendu par la Cour Internationale de Justice déclarant le mur d'Israël et ses « colonies » comme illégales. Un jugement similaire avait été rendu par la Cour en 1971 pour condamner l'occupation de la Namibie par l'Afrique du Sud, déclenchant ainsi un boycott international.

A l'instar de la campagne contre l'Afrique du Sud, la question centrale est le respect de la loi. Aucun état ne se permet de violer le droit international avec autant de désinvolture qu'Israël. En 1990, une résolution du Conseil de Sécurité de l'ONU qui exigeait le retrait de Saddam Hussein du Koweït était pratiquement mot à mot la même que celle qui exigeait le retrait d'Israël de la Cisjordanie. Les Etats-Unis et leurs alliés ont attaqué et chassé l'Irak alors qu'Israël a toujours été choyé. Le 11 décembre (2009), le Président Obama a annoncé une « aide » de 2,75 milliards de dollars pour Israël, un acompte sur les 30 milliards que les contribuables américains en plein marasme économique devront sortir au cours des dix années à venir.

L'hypocrisie est désormais bien comprise aux Etats-Unis, où les campagnes de boycott deviennent monnaie courante. Une campagne sur le thème de « la beauté volée » est menée contre les produits de beauté Ahava qui sont fabriqués illégalement dans des « colonies » de la Cisjordanie a forcé la compagnie à se séparer de son « ambassadrice », la célèbre Kristin Davis, star de la série Sex and the City. En Grande-Bretagne, Sainsbury's et Tesco sont sous pression pour révéler quels sont leurs produits fabriqués dans les « colonies » dont la commercialisation viole l'accord de commerce entre l'Union Européenne et Israël.

En Australie, un consortium dont fait partie la compagnie française Veolia a perdu un marché d'un milliard de dollars pour une usine de désalinisation suite à une campagne révélant le projet de Veolia de construire une ligne de tram reliant Jérusalem aux « colonies ». En Norvège, le gouvernement a retiré son soutien à une société de haute-technologie israélienne, Elbit, qui a participé à la construction du mur qui traverse la Palestine. Il s'agit du premier boycott officiel d'un pays occidental. « Nous ne souhaitons pas financer des entreprises qui participent aussi ouvertement à la violation du droit humanitaire international », a déclaré le ministre des finances norvégien. En 2005, une association de professeurs d'université en Grande-Bretagne (Association of University Teachers in Britain - AUT) a voté en faveur d'un boycott des institutions universitaires israéliennes complices de l'oppression contre les Palestiniens. La campagne de l'AUT a du faire marche arrière lorsque le lobby pro-israélien a déclenché une vague d'attaques personnelles et d'accusations d'antisémitisme. L'écrivain et militant palestinien Omar Barghouti l'a qualifié de « terrorisme intellectuel » : une perversion intellectuelle qui transforme en antisémitisme toute opposition au racisme exercé contre les Palestiniens. Cependant, pratiquement tout a changé après l'attaque israélienne contre Gaza le 27 décembre 2008. La première campagne étatsunienne pour un boycott universitaire et culturel d'Israël a été lancée, en présence de Desmond Tutu. Lors de sa conférence de 2009, le Congrès des Syndicats Britannique a voté en faveur d'un boycott de la consommation. Le « tabou israélien » venait de tomber.

Parallèlement, on assiste à un développement rapide de la loi pénale internationale depuis l'affaire Pinochet en 1999 lorsque l'ancien dictateur du Chili fut placé en résidence surveillée en Grande-Bretagne. Les criminels de guerre israéliens courent désormais le risque d'être traînés en justice là où s'appliquent des lois à « juridiction universelle ». En Grande-Bretagne, la Convention de Genève de 1957 est renforcée par le rapport de l'ONU sur Gaza du juge Richard Goldstone qui en décembre a obligé un juge londonien à émettre un mandat d'arrêt pour crimes contre l'humanité contre Tzini Livni, ancien ministre des affaires étrangères d'Israël. Au mois de Septembre, seule une immunité diplomatique a évité à Ehud Barak, ministre de la défense d'Israël lors de l'assaut contre Gaza, d'être arrêté par Scotland Yard.

Il y a un an à peine, 1400 personnes sans défense à Gaza furent assassinés par les Israéliens. Le 29 décembre dernier, Mohamed Jassier était le 367ème habitant de Gaza à mourir parce que les médicaments qui auraient pu le sauver sont interdits par Israël. Gardez cela bien à l'esprit la prochaine fois qu'une chaîne de télévision « équilibrera » de telles souffrances avec les protestations sournoises des oppresseurs.

Une dynamique a été enclenchée. Pour la première commémoration de l'atrocité de Gaza, une grande procession humanitaire de 42 pays – musulmans, juifs, chrétiens, athées, jeunes et vieux, syndicalistes, artistes, musiciens et ceux qui menaient les convois de nourriture et de médicaments – a convergé vers Egypte, et même si la dictature au Caire à la solde des Etats-Unis a empêché la majorité d'atteindre Gaza, les peuple de cette prison à ciel ouvert savaient qu'ils n'étaient pas seuls, et des enfants ont grimpé sur les murs pour hisser des drapeaux palestiniens. Et ce n'est que le début.

John Pilger

Anne-Nonyme @

2010-01-19

<http://infosanonyme.blog.ca/2010/01/19/israel-un-bilan-the-new-statesman-7785288/>

<http://www.johnpilger.com/page.asp?partid=563>

1-7 Nadia Hijab: Quand peut-on parler de génocide ?

Il y a un an, pendant une visite à Ramallah, durant les bombardements israéliens sur Gaza, je faisais part de mes craintes à un proche ami palestinien. « Cela peut sembler fou mais je pense que le véritable objectif d'Israël est de les voir tous morts. »

Mon ami m'a dit de ne pas être stupide, l'agression a été terrible mais on ne peut pas parler de massacre de masse.

Je lui ai répondu que là n'était pas la question : après des années de siège, cette population était déjà extrêmement vulnérable face à la maladie, à la mauvaise santé et à la malnutrition, avec ses infrastructures pourries, son eau et sa nourriture contaminées.

La guerre d'Israël pourrait certainement pousser les gens par-dessus bord, surtout si le siège est maintenu – comme cela a été le cas.

En d'autres termes, Israël ne tuerait pas directement des dizaines de milliers de Palestiniens mais il créerait les conditions pour que des dizaines de milliers meurent. N'importe quelle épidémie pourrait finir le travail. Mon ami est resté silencieux face à ces mots, mais a continué à secouer la tête, incrédule.

Deux choses ont changé depuis l'année dernière : plus de gens ont commencé à qualifier de « génocide » ce qu'Israël fait à Gaza. Et il n'y a pas qu'Israël qui soit accusé mais aussi, de plus en plus, l'Égypte.

Est-ce un génocide ? La convention pour la prévention et la répression du crime de génocide - un document clair et concis adopté par les Nations Unies en décembre 1948 – déclare que le génocide s'entend de l'un des cinq actes commis « dans l'intention de détruire, ou tout ou en partie, un groupe national, ethnique, racial ou religieux. »

Trois de ces actes semblent correspondre à la situation à Gaza : « a) Meurtre de membres du groupe ; b) Atteinte grave à l'intégrité physique ou mentale de membres du groupe ; c) Soumission intentionnelle du groupe à des conditions d'existence devant entraîner sa destruction physique totale ou partielle. »

Les spécialistes du droit sont en désaccord sur l'interprétation des articles de la convention et il s'est avéré difficile, au cours des années, de définir certains crimes de génocide, et encore moins de les éviter ou de les stopper. En accord avec le précédent de la Bosnie – le seul qualifié de génocide qui fasse autorité aujourd'hui – il serait nécessaire d'établir qu'il y a intention délibérée afin qu'une accusation de génocide contre Israël puisse être déposée au tribunal.

Les dirigeants d'Israël n'ont, bien entendu, pas émis une déclaration d'intention. Cependant on peut dire que de nombreux dirigeants israéliens l'ont fait. Par exemple :

« Mettre les Palestiniens de Gaza « au régime » - Dov Weisglass, conseiller principal d'Ariel Sharon, en 2006

Les exposer à « une shoah (holocauste) plus importante » - Matan Vilnal, ancien ministre de la Défense, en 2008

Emettre des édits religieux exhortant les soldats à ne faire preuve d'aucune clémence – Le rabbinat de l'armée israélienne pendant le conflit actuel

De telles déclarations renvoient à au moins trois des « 8 étapes du génocide » identifiées par le président de *Genocide Watch*, Gregory Stanton, dans les années 90 après le génocide du Rwanda : la classification, la déshumanisation et la polarisation.

Et puis, il y a la destruction délibérée et l'interdiction d'accès de moyens de subsistance comme Israël l'a fait sur la terre et en mer. Le rapport Goldstone a déjà indiqué que priver les Palestiniens de Gaza de leurs moyens de subsistance, de leurs emplois, maisons et eau, liberté de mouvement et accès à un tribunal de justice, peut être assimilé à de la persécution.

Depuis l'attaque de décembre 2008-janvier 2009, de nombreux rapports officiels ont été réalisés par les organisations des droits humains et de l'environnement sur l'impact de la guerre et le siège en cours sur la population, les sols, l'air et l'eau, sans oublier l'augmentation des cancers, les malformations à la naissance et les morts évitables. Le nombre de morts à Gaza dus à la grippe porcine était de 9 à la mi-décembre et de 13 la semaine dernière – une épidémie guette.

La 8^{ème} étape du génocide identifiée par Stanton est le déni par les auteurs « d'avoir commis un crime. » De façon ironique, Stanton dirigeait l'Association Internationale des Spécialistes du Génocide pendant le conflit, ce qui a clos la discussion sur les agissements d'Israël malgré les protestations, entre autres, des experts du génocide et de l'auteur Adam Jones. Jones et 15 autres experts ont envoyé une déclaration affirmant que la politique israélienne était trop « proche, de façon alarmante » du génocide pour l'ignorer et revendiquent la fin du silence. Trop proche de façon alarmante, c'est vrai. Voici comment Raphael Lemkin, l'historien juriste juif polonais qui a fait pression en faveur de la convention sur le génocide, a défini celui-ci en 1943 :

« Le génocide ne veut pas nécessairement dire destruction immédiate d'une nation... Il sous-entend plutôt un plan coordonné de différentes actions visant à la destruction des fondements essentiels de la vie des groupes nationaux, avec pour but d'anéantir les groupes eux-mêmes. Les objectifs d'un tel plan seraient la désintégration des institutions politiques et sociales, de la culture, de la langue, des sentiments nationaux, de la religion et de l'existence économique des groupes nationaux et la destruction de la sécurité personnelle, de la liberté, de la santé, de la dignité et même les vies des individus appartenant à de tels groupes. »

Il est difficile de concevoir une meilleure description de ce qui se passe actuellement à Gaza.

Tous les États membres des Nations Unies ont le devoir de prévenir et d'arrêter des actes de génocide. Ce dont nous avons besoin, c'est d'un pays assez courageux pour prendre l'initiative avant qu'il ne soit trop tard.

AUTEUR: Nadia HIJAB

Source : [Counterpunch-When Does It Become Genocide?](http://www.tlaxcala.es/pp.asp?reference=9810&lg=fr)

Article original publié le 5/1/2010

Traduit par Isabelle Rousselot

Isabelle Rousselot est membre de [Tlaxcala](http://www.tlaxcala.es), le réseau international de traducteurs pour la diversité linguistique.

Cette traduction est libre de reproduction, à condition d'en respecter l'intégrité et d'en mentionner l'auteure, la traductrice et la source.

URL de cet article sur Tlaxcala :

<http://www.tlaxcala.es/pp.asp?reference=9810&lg=fr>

1-8 Julie Lévesque : Israël-Palestine : une guerre d'images et de mots.

Cet article s'inspire de l'exposition « [Drame humain à Gaza](#) » qui se tient jusqu'au 28 février 2010 et commémore le premier anniversaire de l'offensive israélienne « Plomb durci » contre Gaza (27 décembre 2008-19 janvier 2009)

Cette exposition mise sur pied par l'organisme [Canadiens pour la justice et la paix au Moyen-Orient \(CJPMO\)](#) a pour but de sensibiliser les gens au difficile quotidien des Gazaouis durant cette période. Le Cinéma du Parc à Montréal présente également le film Rachel, qui raconte l'histoire d'une jeune activiste étatsunienne écrasée par un bulldozer israélien en 2003. Si ces deux projets artistiques suscitent de nombreuses réflexions sur le conflit israélo-palestinien, ils font surgir bien des questions sur sa couverture médiatique dans les médias occidentaux et plus particulièrement dans les médias canadiens.

La diabolisation des musulmans et du monde arabe en général nourrit l'indifférence envers le sort des Palestiniens, plus particulièrement, des Gazaouis. Cette tendance est de plus en plus présente dans les médias occidentaux, qui répètent consciemment ou non la propagande véhiculée par Israël et les États-Unis. En ce qui a trait au conflit israélo-palestinien, les médias canadiens servent de porte-voix à la propagande israélienne en occultant certains sujets qui permettraient de mieux comprendre le conflit, en employant des termes péjoratifs et en prenant davantage position en faveur d'Israël.

La soi-disant « guerre contre le terrorisme » qui, à mesure qu'elle se radicalise, se transforme en un racisme politiquement correct envers le monde arabe et les musulmans, est devenue un écran de fumée opaque, voué à écarter la cause même du terrorisme : la politique étrangère des États-Unis et leur inflexible soutien à la politique étrangère d'Israël, « la seule démocratie au Moyen-Orient ».

« Israël n'est pas une démocratie. C'est un État profondément raciste et terriblement discriminatoire. En réalité il s'agit d'un État colonialiste qui essaie d'élargir son territoire », estime Daniel Saykaly de l'organisation des droits de la personne [Palestiniens et Juifs Unis \(PAJU\)](#).

Depuis les attaques du 11 septembre, le non respect des droits humains et civiques, bref de tous les droits, se justifie par le combat contre le terrorisme, ce monstre tentaculaire qui ne connaît aucune frontière, l'ennemi idéal pour quiconque a des visées impérialistes, et contre lequel Israël mènerait depuis sa naissance une lutte apparemment sans fin pour sa survie.

Or, si cette guerre s'attaque à une conséquence, « le terrorisme », elle évite à tout prix de même mentionner sa cause. La politique étrangère étatsunienne est largement responsable du « terrorisme » au Moyen-Orient sur plusieurs plans. D'abord par la création et/ou le financement de mouvements terroristes ou radicaux, ensuite par ses interventions militaires illégales menant à des insurrections – que l'on pourrait qualifier de « légitime défense », mais que l'on appelle « terrorisme », dans le but très peu subtil de discréditer « l'ennemi » dès le départ – et finalement par son soutien indéfectible à Israël.

De la même manière, la politique étrangère israélienne, qui fait fi du droit international et des résolutions de l'ONU depuis déjà plus de 60 ans ([33 résolutions non respectées](#) au total), suscite énormément de colère chez ses voisins, principalement chez les Palestiniens. Doit-on s'attendre à ce qu'il n'y ait aucune résistance parmi les opprimés? Si le pays veut vraiment en finir avec le terrorisme, il devrait d'abord respecter le droit international et les résolutions de l'ONU. Mais Israël veut-il vraiment mettre un terme au terrorisme?

[Le Hamas et le rôle historique d'Israël](#)

Le « mouvement terroriste » Al-Qaïda, c'est un fait connu et [confirmé par Zbigniew Brzezinski](#), est une création des États-Unis qui visait au départ à lutter par procuration contre les Soviétiques dans les années 1980.

Ce qui est moins connu toutefois c'est que le soi-disant « mouvement terroriste » du Hamas, a été autrefois appuyé en sous-main par Israël.

« Par la tromperie tu mèneras la guerre. » Tel es le motif du Mossad, le service du renseignement israélien. Dans le livre de Claire Hoy « Mossad : un agent des services secrets israéliens parle », un livre longtemps interdit sur le territoire des États-Unis, Victor Ostrovsky raconte que le Mossad a en quelque sorte créé le Hamas dans le but

de discréditer l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) et faire prendre le pouvoir à des fanatiques, afin de justifier une intervention militaire pour prendre le contrôle du territoire. Cette information est corroborée, entre autres, par un responsable du gouvernement étatsunien dans l'article suivant :

« [Israel Sharon] veut détruire et discréditer l'Autorité palestinienne afin de s'assurer que les Palestiniens se retrouvent sans leadership crédible. Le chaos et l'anarchie en Cisjordanie fourniraient à Israël la justification dont il a besoin pour expulser les populations indigènes et rendre le territoire gouvernable.

Il s'agit d'une politique israélienne de longue date. Elle a débuté dans les années 1970, alors qu'Israël a aidé à faire des musulmans les plus fanatiques et les plus intolérants des rivaux de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP). L'organisation terroriste du Hamas est principalement une création israélienne.

Un article d'UPI l'an dernier citait un responsable du gouvernement étatsunien : « Une certaine partie de l'establishment israélien d'extrême-droite croyait que le Hamas et d'autres groupes, s'ils prenaient le contrôle, refuseraient de participer au processus de paix et torpilleraient tout accord mis en place. » (George Szamuely, [Israel's Hamas : Hamas is largely an Israeli Creation](#), Global Research, 27 janvier 2006. C'est l'auteure qui souligne)

Si l'on regarde la propagande israélienne, elle semble confirmer ces dires. En plus de nier l'autorité du Hamas, élu démocratiquement dans la Bande de Gaza, l'État hébreu dénigre constamment l'Autorité palestinienne, quelle qu'elle soit, en l'accusant de n'être pas un véritable « partenaire pour la paix » et d'être responsable du terrorisme, comme on peut le constater sur le site du ministère israélien des Affaires étrangères : « [Pourquoi Arafat n'est-il pas un partenaire pour la paix ? Au début du processus de paix entre Israël et les Palestiniens, en 1993, Yasser Arafat s'est explicitement engagé à renoncer au terrorisme et à s'en tenir au principe que le conflit ne peut être résolu que par la voie des négociations. Dix ans plus tard, plus de 1 100 Israéliens ont été assassinés dans des actes de terrorisme \(dont plus de 900 depuis septembre 2000\). Arafat est directement responsable de ce terrorisme et des graves dommages que la violence a causés au processus de paix. » \(Ministère israélien des Affaires étrangères, \[Israël- le Conflit et la Paix- Réponses à des questions souvent posées\]\(#\), 5 novembre 2003.](#)

C'est l'auteure qui souligne)

La colonisation des territoires occupés constitue un autre sujet où la réalité est inversée, où l'agresseur se pose en victime. En se retirant, Israël a fait un sacrifice, mais « l'organisation terroriste islamiste du Hamas s'[est] empar[ée] du pouvoir à Gaza » :

[En l'absence d'un partenaire sérieux et désireux de renouveler le processus de paix](#), Israël prit unilatéralement la décision de se retirer de la bande de Gaza en 2005, déracinant des milliers de familles israéliennes qui vivaient dans cette région. Avec le départ de Gaza du dernier habitant juif et du dernier soldat de Tsahal, Israël espérait que cette concession considérable fournirait aux Palestiniens l'occasion de poser pacifiquement les fondations d'un État qui assurerait un avenir meilleur aux deux peuples. Mais une fois de plus, Israël ne fut pas payé de retour pour ce douloureux sacrifice. L'organisation terroriste islamiste du Hamas s'empara du pouvoir à Gaza et assaillit les villes et localités du sud d'Israël à l'aide de roquettes et de mortiers, contraignant Israël à lancer une opération militaire de grande envergure à Gaza en décembre 2008 qui parvint à réduire les **attaques** du Hamas. (Ambassade d'Israël en France, [Israël, le conflit et la paix : foire aux questions sur le conflit israélo-palestinien. Le processus de paix israélo-palestinien](#), décembre 2009.

C'est l'auteure qui souligne)

Cette propagande se retrouve presque mot pour mot dans la plupart des médias dominants. Cela n'est pas un problème en soi. Le problème réside d'une part dans l'absence quasi-totale de remises en question de cette technique de persuasion et de critiques à l'endroit d'Israël, d'autre part dans la fabrication d'une réalité basée sur la propagande israélienne.

Si l'on se fie à Radio-Canada, les racines du Hamas sont exclusivement palestiniennes et le groupe est l'unique responsable des échecs du processus de paix. Cet « historique » du Hamas, loin d'être impartial, n'est qu'un calque de la propagande de l'État hébreu :

« Fondé par le cheikh Ahmed Yassine dans la foulée de l'Intifada de 1987, le Hamas constitue maintenant la deuxième force politique des territoires palestiniens mais aussi leur principal mouvement islamique. Le Hamas, qui se pose en farouche opposant du processus de paix amorcé par les accords d'Oslo, en 1993, semble chaque fois saisir l'occasion de le faire dérailler lorsqu'un signe d'espoir se manifeste.

Aux yeux de ses partisans, qui rejettent toute solution diplomatique, seule la guerre sainte peut résoudre le problème israélo-palestinien. Son objectif à court terme est de forcer l'armée israélienne à se retirer complètement des territoires palestiniens. » (Radio-Canada, [La spirale de la haine](#). C'est l'auteure qui souligne)

Dans une chronique de La Presse, on réduit le conflit à sa plus simple expression : « une armée moderne » contre « une bande de fanatiques aspirant au martyre ». Farouche défense d'Israël et diabolisation de « l'ennemi » : Le Hamas, emporté par son idéologie suicidaire, et encouragé par ses parrains iraniens, poursuit au grand jour sa lutte d'arrière-garde contre l'existence même de l'État hébreu. Loin d'être le fait d'une minorité de Gazaouis égarés, les tirs de roquettes qui ont déclenché la riposte israélienne sont le fait du gouvernement du Hamas, qui exerce un contrôle absolu sur cette malheureuse bande de terre.

[...] Au contraire, ses hommes se sont empressés de détruire, dans une rage aveugle ou par calcul (la politique du pire étant toujours la stratégie première des organisations terroristes), les serres et les vergers abandonnés par les colons juifs. Ces 3000 acres de terres cultivées et irriguées sont aujourd'hui des champs vagues. Et le Hamas, au lieu d'importer des vivres, a préféré approvisionner son stock d'armements clandestins par des souterrains: depuis son retrait de Gaza, Israël a reçu quelque 6000 missiles!

Certes, les forces en présence sont incomparables, entre une armée moderne et une bande de fanatiques aspirant au martyre.

Mais le Hamas, tout comme le Hezbollah en 2006, jouit d'un avantage stratégique indiscutable: comme la vie humaine ne compte pas, il installe ses armements dans des domiciles, des écoles, des quartiers densément peuplés. Toute riposte militaire aboutit inévitablement à d'atroces bavures. Quelle puissante arme de propagande, que ces photos déchirantes d'enfants massacrés... avec la complicité meurtrière de ceux-là mêmes qui auraient dû les protéger!

(Lysianne Gagnon, [Une riposte démesurée?](#), Cyberpresse, 10 janvier 2009.

C'est l'auteure qui souligne)

Ces extraits suffisent à démontrer que cette tactique malicieuse consistant à créer son propre ennemi pour atteindre des objectifs cachés est si efficace, que les médias semblent n'y voir que du feu. Ou peut-être que ce silence n'est qu'une soumission à l'intimidation, ce complément essentiel à cet art de la guerre psychologique, qui fait pleuvoir des accusations « d'antisémitisme » dès lors que fuse une critique envers Israël?

Dans un texte de janvier 2007, « [Une philosophie de rêve pour les paranoïaques](#) : « Tuez des Arabes, criez à l'antisémitisme ! », Norman Finkelstein écrit ceci :

« Une des thèses centrales de mon livre [Beyond Chutzpah](#) [Au-delà du culot monstre], c'est que, dès lors qu'Israël est confronté à une débâcle dans ses relations publiques, ses apologues sonnent l'alarme afin d'avertir qu'une énième forme de « nouvel antisémitisme » vient de nous arriver. »

[Un conflit inexplicable?](#)

Si l'on demande pourquoi certains se portent à la défense d'Israël, un pays qui ne respecte pas les droits humains et le droit international, il semble de bon ton de dire qu'il s'agit un sujet complexe, comme le démontre cet [extrait d'une conférence de Barack Obama](#) au lendemain de son discours à la nation.

Une jeune fille demande au président : « Hier soir dans votre discours à la nation, vous avez dit que les États-Unis appuient les droits humains. Alors pourquoi n'avons-nous pas condamné Israël et l'Égypte pour avoir violé les droits humains des Palestiniens vivant dans les territoires occupés et pourquoi nous continuons à les appuyer avec l'argent de nos impôts? »

La réponse tantôt malhabile, tantôt langue de bois du président sur ce sujet tabou : « Laissez-moi parler du Moyen-Orient en général.

Écoutez [...] Le Moyen-Orient est clairement un problème (sic) qui a pestiféré la région depuis des siècles.

Et c'est une question qui soulève bien des passions [...]

Voici ma vision des choses : Israël est l'un de nos plus grands alliés [...], c'est une démocratie vivante qui partage des liens avec nous de diverses façons... Cela est crucial pour nous et je ne vais jamais hésiter à assurer la sécurité d'Israël et à aider les Israéliens à se sécuriser eux-mêmes dans une **région très hostile**. Donc je n'ai pas d'excuses à faire à ce niveau là.

Il est également vrai que nous devons prêter attention à la détresse des Palestiniens, car ce n'est pas bon pour notre sécurité ni pour celle d'Israël si des millions d'individus se sentent désespérés, qu'ils n'ont pas la chance de s'éduquer ou de trouver du travail ou autre. Maintenant c'est une longue histoire et je n'ai pas le temps de passer en revue toutes les doléances des deux parties. Ce que j'ai dit et ce que nous avons fait depuis que je suis entré en poste, c'est que nous travaillons à la solution des deux États dans laquelle Israël et les Palestiniens peuvent cohabiter en paix et en sécurité. Pour y parvenir, les deux côtés devront faire des compromis.

La première étape serait que les Palestiniens renoncent sans équivoque à la violence et reconnaissent Israël et Israël doit reconnaître les doléances légitimes et les intérêts des Palestiniens. Nous savons à quoi une solution pourrait ressembler dans la région, mais voici le problème auquel nous sommes confrontés : Et en Israël et dans les territoires palestiniens, la politique est difficile. Il y a des divisions [...] Le président Abbas de l'Autorité palestinienne, qui, je crois, désire véritablement la paix, doit faire face au Hamas, une organisation qui n'a pas reconnu Israël et n'a pas renoncé à la violence, donc nous essayons de renforcer les capacités de chaque partie à s'asseoir à la table et à entamer des négociations sérieuses.

Et lorsque nous parlons de cette question, il est important que nous n'utilisions pas de langage provocateur ou qui, d'une certaine manière décourage les négociations.

Nous devons reconnaître que les Palestiniens et les Israéliens ont des aspirations légitimes et elles peuvent être mieux servies si les États-Unis les aident à se comprendre plutôt qu'à se diaboliser. » (C'est l'auteure qui souligne)

Donc la question des droits humains des Palestiniens se réduit pour M. Obama à une question de sécurité pour Israël et les États-Unis. En plus de ne pas répondre adéquatement à la question, le président fait l'apologie d'Israël, « une démocratie vivante », et diabolise les Palestiniens, qui, si l'on en croit son discours, sont sans exceptions des personnes violentes, qui devront, d'abord et avant tout renoncer à cette violence pour régler le conflit.

Toutefois, habile communicateur qu'il est, il nous enjoint à faire ce qu'il dit et non pas ce qu'il fait : ne pas utiliser de « langage provocateur » et aider les deux peuples « à se comprendre plutôt qu'à se diaboliser. »

Par ailleurs, une oreille avertie aura décelé une erreur factuelle dans ce discours creux, prônant la solution des deux États, un plan de partage qui date de 1947 : le Hamas a offert de reconnaître Israël *de facto* en 2004 si ce dernier respectait la résolution 242 du Conseil de sécurité de l'ONU, soit le « [retrait des forces armées israéliennes des territoires occupés](#) ».

Mais le message le plus important dans ce propos passe inaperçu pour plusieurs : le Moyen-Orient « en général » est une région en conflit depuis des siècles, la politique y est difficile et le conflit israélo-palestinien est une longue histoire. Trop longue pour en parler. Cette idée qui s'est greffée dans les esprits n'est qu'une des nombreuses

tactiques pour ne pas évoquer les faits et qui offrirait un tout autre portrait de la seule « démocratie vivante » de la région.

La complexité que l'on confère à cet état de guerre serait-elle nourrie par l'interprétation erronée et fragmentaire qu'en font les médias? C'est ce que croit Rachad Antonius, professeur au Département de sociologie de l'UQAM : «Les rôles d'agresseur et de victime sont souvent renversés. Les Palestiniens sont présentés comme étant la source principale de la violence dans la région et les Israéliens comme étant les seuls à vouloir faire la paix. En outre, la couverture médiatique se concentre, pour l'essentiel, sur les déclarations des dirigeants politiques, israéliens ou palestiniens, plutôt que sur les rapports de domination qui sont au cœur du conflit et qui se vivent au quotidien.»

«En 2005, les médias ont présenté l'évacuation de 9000 colons juifs du territoire occupé de la bande de Gaza comme un geste courageux du gouvernement israélien en faveur de la paix. Mais ils ont oublié de souligner l'implantation, durant la même année, de 12 000 nouveaux colons juifs en Cisjordanie occupée.»

(Claude Gauvreau, [Les médias et le monde arabe : des représentations fondées sur la distorsion](#), Journal L'UQAM, vol. XXXIII, no 9, 22 janvier 2007)

La perpétuité des stéréotypes et la fausse conception de la situation au Moyen-Orient s'expliquent également par les diverses pressions que subissent les médias pour entretenir cette vision :

Au niveau des stéréotypes, le processus semble assez clair : les causes de la colère arabe sont occultées, cette colère apparaît alors comme injustifiée et irrationnelle, renforçant ainsi l'un des stéréotypes orientalistes.

Si cette vision se perpétue, en dépit des événements qui la contredisent, c'est en partie à cause des pressions diverses qui s'exercent pour qu'elle soit maintenue. La remettre en question entraîne inévitablement des accusations d'ignorance, d'incompétence intellectuelle et souvent même d'antisémitisme. Des pressions sont exercées quotidiennement, et sans répit, sur les journalistes et chroniqueurs qui apportent des points de vue qui tiennent compte du droit international, ce qui les met en position critique face à Israël, tant dans les médias écrits qu'électroniques.

(Rachad Antonius, [Les représentations médiatiques des Arabes et des musulmans au Québec](#), L'annuaire du Québec, 2007)

Ainsi cette rhétorique de « conflit complexe » relève plutôt de la guerre psychologique, laquelle laisse des traces indélébiles dans la couverture médiatique de cette rivalité. Les médias occidentaux, ceux du Canada inclusivement, contribuent à « complexifier » le conflit en offrant une couverture biaisée et fragmentaire et en perpétuant des mythes. Ils prennent ainsi part à cette guerre d'images et de perceptions. Surtout en faveur d'Israël.

« Les médias présentent toujours ce conflit hors-contexte, » a déploré Grace Batchoun de CJPMO. « Ils devraient le voir comme un conflit entre les pouvoirs militaires au Moyen-Orient. Et s'agit-il d'un conflit ou d'un massacre? »

Au lendemain du tremblement de terre en Haïti, Mme Batchoun comparait cet événement à l'opération « Plomb durci » : « On ne peut pas éviter un tremblement de terre, mais on aurait pu empêcher la tragédie à Gaza. Et comment pourra-t-on reconstruire Gaza? Encore aujourd'hui y on empêche l'entrée de matériaux... »

[La guerre psychologique dans les journaux canadiens](#)

Dans une analyse quantitative et comparative intitulée [La Palestine, l'Israël et les nouvelles manquantes: ce que les canadiens ne retrouvent pas dans leurs journaux quotidiens](#), le Conseil national des relations canado-arabes conclut que les médias canadiens sont biaisés :

• [Les deux journaux canadiens à distribution nationale, le Globe and Mail et le National Post:](#)

a. Ignorent largement (seulement 3 à 4% des nouvelles rapportées par le Globe and Mail) ou totalement (0% des nouvelles rapportées par le National Post), les nouvelles sur la région ayant trait aux sujets tels que les droits humains (51 articles au total), la colonisation de territoires occupés ainsi que les restrictions sur le mouvement (30 articles au total), sujets fondamentaux dans la compréhension de l'impasse entre Israéliens et Palestiniens.

b. Rapportent les nouvelles sur la violence armée conduite par les israéliens moins fréquemment que les nouvelles sur la violence armée conduite par les militants palestiniens :

• i. Globe and Mail: 15% (de 20 articles) vs. 27% (de 11 articles)

• ii. National Post: 0% (de 20 articles) vs. 9% (de 11 articles)

[...]NCCAR s'inquiète des lacunes de la couverture médiatique au Canada. L'absence d'une couverture complète et équilibrée par les journaux canadiens à distribution nationale a un impact négatif sur la capacité des lecteurs canadiens de prendre des positions informées sur le conflit israélo-palestiniens et sur le rôle que le Canada devrait assumer face à ce sujet important qui concerne non seulement les pays de la région, mais le monde entier. (C'est l'auteure qui souligne)

D'un point de vue médiatique, le conflit israélo-palestinien est un parfait exemple de l'importance de la guerre psychologique.

Le maître de la propagande nazie, Joseph Goebbels, disait ceci À force de répétitions et à l'aide d'une bonne connaissance du psychisme des personnes concernées, il devrait être tout à fait possible de prouver qu'un carré est en fait un cercle. Car après tout, que sont « cercle » et « carré »?

De simples mots.

Et les mots peuvent être façonnés jusqu'à rendre méconnaissables les idées qu'ils véhiculent. (Joseph Goebbels, cité dans Normand Baillargeon, [Petit cours d'autodéfense intellectuelle](#), Lux Éditeur, 2005)

Ce que certains appellent le « monopole israélien de la victimisation » est une composante essentielle de la guerre psychologique que livre Tel Aviv. Dans ce conflit interminable, les qualificatifs « victime » et « agresseur » ont perdu leur sens.

Avec la concentration des médias, ces derniers deviennent davantage des médias de propagande que des médias d'informations. Et la propagande fonctionne davantage s'il y a de la censure :

Une analyse des éditoriaux des grands journaux francophones du Québec montre par exemple que la notion de « politique de prise de contrôle » du territoire palestinien, une réalité très tangible pour qui suit un tant soit peu les événements au Proche-Orient, est complètement absente des éditoriaux. De même la condition de victimes des Palestiniens est absente des prises de position éditoriales.

Le Québec se démarque cependant du reste du Canada sur ce point, et les médias écrits francophones ont eu tendance à montrer plus de compréhension pour les questions du Proche-Orient que leurs contreparties dans le reste du Canada. L'importance des questions internationales pour les communautés arabes et musulmanes est double. Par ailleurs, les représentations médiatiques dominantes renforcent le sentiment, chez les Arabes et les musulmans, que leurs opinions ne comptent pas vraiment. Mais ce sentiment est tempéré par l'existence de médias alternatifs et d'un mouvement social solidaire qui fait contrepois au discours dominant. (Rachad Antonius op. cit.)

L'opération « Plomb durci » : une offensive criminelle

En septembre 2009, la Mission d'établissement des faits sur le conflit à Gaza, communément appelée Rapport Goldstone a sévèrement critiqué Israël pour son opération militaire à Gaza en 2008-2009 qui, selon B'Tselem, a coûté la vie à 13 Israéliens et à 1315 Palestiniens, dont 65 % de civils, parmi eux, plus de 400 enfants :

« Nous sommes arrivés à la conclusion, sur la base des faits que nous avons réunis, qu'il y a de solides preuves établissant que de nombreuses violations graves du droit international, à la fois du droit humanitaire et des droits de l'homme, ont été commises par Israël lors des opérations militaires à Gaza [...] La mission a conclu que des agissements pouvant constituer des crimes de guerre et peut-être, dans une certaine mesure, des crimes contre l'humanité, ont été commis par les forces de défense israéliennes »,

(Centre d'actualités de l'ONU, Gaza : L'ONU a des preuves de crimes de guerre commis par les deux côtés, 15 septembre 2009)

Le rapport a par ailleurs jugé que les tirs de roquettes en provenance de Gaza « constituaient également de graves crimes de guerre et peut-être des crimes contre l'humanité » (*Ibid*) Mais la condamnation d'Israël par le rapport Goldstone a-t-elle transformé nos esprits bienpensants? Pas si l'on se fie à cet article où se marient les mythes, la désinformation et la mémoire sélective : Le rapport Goldstone, on s'en doute, a été prestement entériné par cette assemblée dominée par des pays arabes et musulmans et leurs alliés populistes d'Amérique du Sud. (44 pays-membres se sont abstenus et 18 ont voté contre, dont le Canada).

Même unanimité sans surprise au sein du soi-disant Conseil des droits humains de l'ONU, qui avait commandité la mission Goldstone pour faire « la vérité » sur l'offensive à Gaza. Ce conseil, créature de pays qui piétinent chaque jour les droits les plus élémentaires (Soudan, Chine, Cuba, Égypte, Pakistan, Arabie Saoudite, Libye, etc.) s'est distingué en s'attaquant systématiquement à la seule démocratie du Moyen-Orient, passant sous silence les innombrables abus commis ailleurs sur la planète. C'est pourquoi le gouvernement israélien a refusé de collaborer à l'enquête.

Dans un rapport de 574 pages, la commission Goldstone consacre quelques lignes au Hamas et fait porter l'essentiel du blâme sur Israël, en ignorant les 7000 roquettes lancées sur Israël, et en se contentant de prêter foi sans autre vérification aux déclarations du Hamas, qui nie avoir disséminé ses caches d'armes parmi la population civile (!).

(Lysianne Gagnon, Au-delà des belles paroles, Cyberpresse, 1^{er} janvier 2010. C'est l'auteure qui souligne)

Renverser la vapeur

Daniel Saykaly estime que l'on doit dénoncer la désinformation dans les médias et la « complicité aveugle » du gouvernement canadien avec Israël. Le gouvernement de Stephen Harper a cautionné l'offensive israélienne « Plomb durci » et prive de subventions des organismes qui se portent à la défense des Palestiniens, comme l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA - United Nations Relief and Works Agency for Palestine Refugees in the Near East en anglais).

« Aucun peuple ne peut permettre d'être assujéti à l'injustice », s'indigne M. Saykaly, qui invite aussi les citoyens à lutter contre cette oppression par le boycott. « Boycottez les produits israéliens. C'est ce dont Israël a le plus peur. Il suffit de taper « boycott Israël » sur Internet et vous trouverez des sites où sont nommés des produits à boycotter. Il faut faire une guerre de pression. »

Sans surprise, le boycott, comme la critique de l'État hébreu, est toutefois vu par certains comme de l'antisémitisme.

En effet, dans un rapport du Parlement britannique de septembre 2006 intitulé « Report of the All-Party Parliamentary Inquiry Into Antisemitism », il est « [jugé] antisémite, pour des syndicats étudiants, de prôner un boycott des produits israéliens, car cela aurait pour effet de « limiter la disponibilité d'aliments cachère sur les campus ».

Cependant, à l'instar du jeune garçon qui criait inutilement au loup, l'utilisation à outrance de cette tactique d'intimidation consistant à qualifier d'antisémite quiconque ose critiquer Israël la rend de moins en moins efficace. Et s'il existe une nouvelle forme de racisme, des plus insidieuses, elle vise davantage les communautés arabes et musulmanes que les juifs, comme le démontre l'instauration du profilage racial dans les aéroports depuis l'attentat raté de Noël, une mesure qui s'inspire d'Israël. Mesure que l'on a réussi à faire accepter sans trop de

réprobations et ce grâce au dogme haineux véhiculé souvent à demi-mot et parfois en termes clairs dans les médias : « Tous les musulmans ne sont pas terroristes, mais tous les terroristes sont musulmans ». Il ne faut pas sous-estimer le pouvoir de la parole. Pour les défenseurs des droits des Palestiniens, si la lutte se mène sur plusieurs fronts, elle commence par la lutte contre les préjugés et les idées reçues, contre cette image déshumanisée des Palestiniens, des personnes d'origine arabe et de confession musulmane.

Julie Lévesque

Julie Lévesque est journaliste et chercheuse au Centre de recherche sur la Mondialisation

[Mondialisation.ca](http://mondialisation.ca),

Le 3 février

<http://www.mondialisation.ca:80/index.php?context=va&aid=17356>

1-9 Akiva Eldar : La compassion qu'Israël affiche en Haïti ne peut dissimuler la face hideuse qui est la nôtre à Gaza. Qui a prétendu que nous sommes barricadés dans notre bulle de Tel Aviv ?

Combien de nations entourées d'ennemis installent des hôpitaux de campagne de l'autre côté du monde ?

Fournissez-nous un tremblement de terre en Haïti, un tsunami en Thaïlande ou une attaque terroriste au Kenya, et le bureau du porte-parole de l'armée va triompher.

On peut toujours trouver un avion-cargo pour y transporter des journalistes militaires qui, suivant les directives du Commandement national, relateront l'action de nos valeureux jeunes gens.

Certes, chacun est en train d'accomplir un travail magnifique : les sauveteurs, qui recherchent des survivants, les médecins, qui sauvent des vies, et aussi les journalistes qui, à juste titre, font leur éloge. Après que le visage que nous montrons au monde est devenu celui du représentant du ministère des affaires étrangères, Danny Ayalon, la communauté internationale tout entière peut maintenant voir le bon côté d'Israël.

Cependant, cette identification remarquable avec les victimes de la terrible tragédie dans la lointaine Haïti ne fait que souligner l'indifférence à l'égard des souffrances persistantes des habitants de Gaza. A peine à plus d'une heure de route des bureaux des principaux journaux israéliens, un million et demi de personnes se trouvent assiégées depuis deux ans et demi sur un îlot de désert.

Qui se soucie que 80% des hommes, femmes et enfants qui vivent si près de nous sont tombés sous le seuil de pauvreté ?

Combien d'Israéliens savent que la moitié des Gazaouis dépendent de l'aide humanitaire ; que l'opération Plomb Durci a entraîné des centaines d'amputés ; que les eaux usées se déversent des rues dans la mer ?

Les lecteurs des journaux israéliens sont informés qu'un bébé a été retiré des décombres à Port-au-Prince.

Peu d'entre eux ont entendu parler des nourrissons qui dorment dans les ruines de leur maison familiale à Gaza. L'interdiction que l'armée fait aux reporters d'entrer dans la Bande de Gaza est une excellente excuse pour que nous nous enfoncions la tête dans le sable des plages de Tel Aviv.

Les jours fastes, les rapports dégrisants qu'établissent sur la situation à Gaza des associations de défense des Droits de l'Homme, telles que B'T'selem, le Centre légal pour la liberté de mouvement et Médecins pour les Droits de l'Homme, sont relégués dans les dernières pages des journaux. Pour se faire une idée de ce à quoi ressemble la vie dans la plus grande prison du monde, il faut échapper à Big Brother et basculer vers des sites étrangers. Le désastre en Haïti est une catastrophe naturelle, celui de Gaza est l'ouvrage honteux de l'homme. Notre ouvrage.

L'armée n'envoie pas à Gaza d'avions-cargos bourrés de médicaments et d'équipement médical. Les missiles lancés là-bas voilà un an par l'aviation de combat israélienne ont touché plus de 60.000 maisons et usines, réduisant en gravats 3.500 d'entre elles. Depuis lors, 10.000 personnes ont vécu sans eau courante, 40.000 sans électricité. Quatre-vingt-dix-sept pour cent des usines de Gaza sont inactives du fait des restrictions imposées par le gouvernement israélien sur l'importation de matières premières pour l'industrie. Il y aura bientôt un an que la communauté internationale s'est engagée, lors de la réunion d'urgence de Charm-el-Cheikh, à consacrer à la reconstruction de Gaza la somme de 4,5 milliards de dollars. L'interdiction d'Israël sur l'importation de matériaux de construction est cause de la perte de valeur de cet argent.

Quelques jours avant que des médecins israéliens se précipitent pour sauver les vies de Haïtiens blessés, les autorités au passage d'Erez ont empêché le passage de 17 personnes qui se rendaient vers un hôpital de Ramallah pour une chirurgie urgente de transplantation de cornée.

Peut-être ces gens avaient-ils voté pour le Hamas ! Au moment même où des psychologues israéliens soignent avec dévouement des orphelins haïtiens, des inspecteurs israéliens s'assurent que personne ne tente de glisser une poupée, un cahier ou une barre de chocolat dans un container apportant à Gaza des denrées de première nécessité. A quoi rime donc le fait que la Commission Goldstone ait demandé qu'Israël lève le blocus de Gaza et mette un terme à la punition collective de ses habitants ? Il n'y a que ceux qui haïssent Israël qui pourraient exercer une justice aventureuse contre le premier pays à avoir implanté en Haïti un hôpital de campagne. C'est vrai.

Des milices haïtiennes ne lancent pas de roquettes contre Israël.

Mais le siège de Gaza n'a pas fait cesser l'arrivée des Qassams. Depuis 2007, l'embargo sur l'entrée de coriandre, de vinaigre et de gingembre dans la Bande de Gaza avait pour finalité d'accélérer la libération de Gilad Shalit et de favoriser la chute du régime du Hamas. Comme chacun sait, ni l'une ni l'autre de ces entreprises n'a

été particulièrement couronnée de succès, et malgré les critiques internationales, Israël maintient verrouillées les grilles de Gaza.

Même les images de nos excellents docteurs en Haïti ne peuvent estomper la face hideuse qui est la nôtre à Gaza.

Akiva ELDAR

Traduit par Anne-Marie Perrin

Amid Horrible Devastation, a Miraculous Birth

<http://abcnews.go.com/video/playerIndex?id=9588264>

Original : *Haaretz*-Israel's compassion in Haiti can't hide our ugly face in Gaza

Source de cette traduction : Europealstine

Article original publié le 18/1/2010

URL de cet article sur Tlaxcala : <http://www.tlaxcala.es/pp.asp?reference=9824&lg=fr>

<http://www.tlaxcala.es/pp.asp?reference=9824&lg=fr>

1-10 Nabil Sahli : Le vol de l'eau palestinienne par Israël.

Lorsqu'on observe de près le processus de colonisation, on réalise que la confiscation des sources d'eau a toujours été une priorité pour les colonisateurs israéliens.

Ce fut dans ce contexte qu'un document, écrit en 1941 par David Ben Gourion, le leader sioniste et premier Premier ministre d'Israël, a dit que les eaux du Jourdain et Litani (au Liban) (*) devaient être intégrées, pour sa survie, dans les frontières du futur Etat juif.

A la suite de l'établissement de l'Etat d'Israël en mai 1948, les autorités ont cherché à prendre le contrôle des ressources d'eau de la Palestine.

Des ingénieurs ont immédiatement commencé à mettre sur pied des projets hydrauliques, dont le plus important sur le "transporteur d'eau national d'Israël », pour transférer l'eau du Lac de Tibériade au Désert du Néguev, qui constitue 50% de la superficie de la Palestine historique.

Avant 1948, le discours du mouvement sioniste a particulièrement insisté sur l'importance de l'eau pour la survie d'un futur Etat sioniste.

Cela a été clairement indiqué dans les documents rendus public suite au premier Congrès sioniste, présidé en août 1897 par le père du sionisme politique, Théodore Herzl, à Bâle, en Suisse.

Depuis 1948, les dirigeants israéliens ont fait de nombreuses déclarations insistant sur la nécessité de l'eau pour le projet sioniste.

Les planificateurs et les décideurs d'Israël ont constamment développé de nouveaux plans et mesures politiques permettant à Israël de garder le contrôle sur les ressources d'eau, tant en Palestine que dans les pays voisins.

L'eau a donc été un facteur décisif dans la détermination de la géographie d'Israël et de sa politique expansionniste, de 1948 à la guerre de 1967, jusqu'à aujourd'hui.

Cela explique en partie la construction du mur d'apartheid, le « mur de l'eau », comme certains l'ont appelé, qui, par ses tours et détours à travers la Cisjordanie occupée, intègre la plupart des principales ressources d'eau de la région.

L'eau de ces sources – sous la terre agricole palestinienne – est détournée pour l'usage domestique des colons et à des fins agricoles et industrielles. Le résultat est que les Palestiniens, avec une croissance de population de plus de 3,5% par an, sont confrontés à de graves pénuries d'eau conduisant à un manque total d'eau potable et des quantités insuffisantes pour l'agriculture, transformant une terre jadis fertile en un désert. Privés ainsi de leurs moyens de subsistance traditionnels, il existe un risque réel que des milliers de Palestiniens soient « indirectement » expulsés de Cisjordanie. Une telle expulsion – « le transfert silencieux » selon la terminologie sioniste – n'est pas autre chose qu'un nettoyage ethnique.

Les ressources en eau des territoires palestiniens occupés en 1967 sont d'une importance vitale pour Israël, et c'est la raison pour laquelle les autorités sionistes ont publié des dizaines d'ordres illégaux permettant de maintenir leur hégémonie sur les ressources en eau de la Cisjordanie. Un ordre militaire israélien de première importance a été pris le 7 juin, pendant la guerre de 1967, octroyant à Israël le contrôle total de toutes les ressources d'eau dans la Cisjordanie bientôt occupée, transférant la propriété à Israël et à ses organes d'Etat. Le contrôle israélien a été renforcé par le refus systématique de délivrer aux Palestiniens les permis de forage de nouveaux puits ou d'approfondir et de réparer les puits existants asséchés.

En conséquence, Israël, l'occupant illégal de la terre, contrôle l'eau, pendant que les propriétaires de la terre, les Palestiniens vivant sous occupation israélienne, sont interdits d'accès à leurs propres ressources naturelles. Déjà, environ 60% des Palestiniens de Cisjordanie vivent dans une pauvreté extrême, un chiffre qui risque d'augmenter au fur et à mesure que l'impact du « mur de l'eau » s'aggravera. En l'absence de tout véritable projet contraire palestinien et arabe, la stratégie d'Israël reste celle de colonies prenant le contrôle de toujours plus de terre et d'eau, en la partageant avec le moins possible de Palestiniens.

Dans le cadre de ce processus, Israël dit que le forage de 300 puits par les Palestiniens au cours des dernières années a eu un effet négatif sur les projets d'irrigation des colonies, augmentant, dit-il, les niveaux de salinité.

Les répercussions sur la productivité agricole ont touché l'économie israélienne toute entière.

Encore une autre raison de maintenir le contrôle israélien sur l'approvisionnement en eau, au mépris des conséquences pour les Palestiniens.

Après 1967, les secteurs touchés par la crise de l'eau se sont agrandis, Israël contrôlant les ressources en eau du bassin du Jourdain et de la rivière Hasbani en Jordanie, et les sources du Baniyas, sur le Jabal Al-Sheikh (Mont

Hermon) en Syrie. Ce qu'il faut ajouter au contrôle israélien sur plus de 81% de l'eau palestinienne entre 1967 et 2009. Des études démontrent que les Palestiniens ont les pleins droits légaux sur près de 750 millions de m³ d'eau, à Gaza et en Cisjordanie. Bien qu'Israël se soit engagé, par traité, à donner 80 millions de m³ d'eau par an aux Palestiniens, il continue à leur nier ce droit. Israël vole l'eau qui appartient de droit aux Palestiniens, puis accepte, par traité, de donner 80 m³ par an aux Palestiniens – qui sont propriétaires de 750 millions de m³, rappelez-vous – mais leur refuse même une fraction de leurs droits légitimes. Ce seul fait ridicule tout processus de paix.

Les Palestiniens de Cisjordanie ont besoin de 150 millions de m³ d'eau chaque année, mais n'ont accès qu'à la moitié de cette quantité, en dépit d'une demande en augmentation due à la croissance de la population.

Il est clair que la crise de l'eau sera plus catastrophique dans la Bande de Gaza, étant donné la croissance de la population sur une superficie plus réduite. La population de Gaza a besoin de 120 millions de m³ d'eau par an mais n'en consomme que 45, venant principalement de l'eau de pluie et non pas de la nappe phréatique. La politique de l'eau adoptée par les autorités israéliennes a conduit à la pollution des sources à cause des niveaux de pompage très importants qui ont provoqué le mélange des eaux usées avec l'eau de pluie.

Israël continuera de maintenir son contrôle sur l'eau de la région. Il consomme déjà 90% des ressources hydrauliques renouvelables chaque année, et avec le nombre croissant d'immigrants juifs en Israël et l'augmentation correspondante de la demande en eau, on estime que l'Etat devra faire face à une augmentation de son déficit en eau, qui pourrait atteindre 1 milliard de m³ par an. Ce qui l'obligera à envisager davantage d'options pour contrôler les ressources en eau, légalement mais théoriquement contrôlées par la population arabe, en Palestine et au-delà.

En conséquence de la politique d'Israël, la faim et la soif deviennent donc une réelle possibilité pour les Palestiniens vivant en Cisjordanie et à Gaza. Ceci arrive à un moment où Israël continue de bafouer le droit et les conventions internationales, en toute impunité. Il faut rappeler qu'à moins que les Palestiniens aient le contrôle total de leurs ressources naturelles, il est inutile de parler d'un Etat palestinien véritablement indépendant et souverain.

Comme il n'y aura jamais de véritable paix tant que les Israéliens poursuivront leurs projets coloniaux. La question de l'eau doit avoir une place prioritaire dans les négociations de paix dans la région. Sans cela, aucun Etat de Palestine digne de ce nom n'existera jamais.

(*) raison des incessantes attaques du sud-Liban par l'entité sioniste (ndt).

Nabil Sahli

3/2

Traduction : MR pour ISM

Source : Middle East Monitor

2 Annexe

2-1 Myriam Abraham : Propagande et Manipulation Sioniste Sans Frontière.

Titre d'un article paru en une du quotidien israélien à grand tirage Maariv.

Cynisme et manipulation propagandiste sans oublier l'usurpation du mot Juif, tels sont les seules approches « humanitaires » dont sont capables les Sionistes à l'égard du peuple d'Haïti. Que faut-il de plus aux Juifs, ceux qui ont un minimum de conscience juive, pour dénoncer le Sionisme comme une Abomination et s'en désolidariser avant qu'il ne soit trop tard et qu'ils n'en subissent directement les conséquences ?

« **Pénible vérité : la catastrophe d'Haïti c'est bon pour les Juifs** ».

Ainsi titrait tout récemment le quotidien à grand tirage israélien Maariv. Dans l'article portant sur le tremblement de terre d'Haïti, le journal écrit que chaque désastre a besoin d'un héros et que les héros d'Haïti sont les Israéliens.

Le message de propagande comme quoi Israël sauve Haïti s'est également retrouvé dans une caricature dans un éditorial du quotidien israélien Yediot Aharonot qui montrait des soldats américains creusant pour retrouver des survivants du tremblement de terre. Une voix de dessous les gravas criait :

« **pourriez vous svp vérifier s'il les Israéliens sont disponibles ?** »

Les médias américains (CNN, NYT...) se sont empressés de relayer dans un vaste élan de servilité obséquieuse cette propagande israélienne montrant l'hôpital de campagne militaire israélien opérant à Port au Prince en « pleine action » s'occupant d'Haïtiens et pour l'image dédié à la postérité soignant un enfant haïtien.

Un an après les crimes de guerre commis à Gaza, Israël essaie par tous les moyens - y compris les plus abjects consistant à manipuler l'immense détresse des Haïtiens - de réparer à l'étranger une image désastreuse, et continue de détourner le « Juif » pour satisfaire ses propres intérêts politiques qui eux n'ont rien de juif si on se réfère au Judaïsme respectueux des règles de la Torah et de son éthique.

Le mouvement de jeunesse sioniste le plus important mondialement, Bnei Akiva, en partenariat avec Latet, une organisation d'aide humanitaire israélienne - les Israéliens ont depuis quelques mois investi dans l'aide humanitaire à l'étranger toujours avec le même objectif de propagande sioniste et pour soigner «leur image» - a lancé une campagne pour récolter des dons pour Haïti disant :

« Nous n'aidons pas seulement les Haïtiens dans leur tragédie, mais nous contribuons à unir le monde juif et démontrer les valeurs juives de l'état d'Israël. Nous pensons que c'est un devoir juif d'aider le peuple d'Haïti. En tant que représentant du peuple juif, l'Etat D'Israël mène les efforts de sauvetage ».

Ce discours est proprement scandaleux d'abord parce qu'il manipule ouvertement le malheur des Haïtiens pour encenser l'état d'Israël et d'autre part parce qu'il fait croire que l'état d'Israël représente le "peuple juif", une affirmation en soi largement contestable et contestée.

En tout état de cause l'état d'Israël ne représente pas les Juifs du monde entier, beaucoup ne sont pas Sionistes et s'ils n'étaient pas terrorisés par les Sionistes y compris au sein même des synagogues où ils sont obligés de prier pour le bien être de l'état d'Israël et des soldats israéliens sous peine d'excommunication - mise au ban de la communauté eux et leur famille- un grand nombre d'entre eux n'hésiteraient pas à se désolidariser d'Israël tant les actions de l'armée israélienne les horrifient et leur font honte.

Qui plus est, parler en ces termes de réponse juive à une telle catastrophe c'est faire preuve d'une extrême vanité. Cela revient à dire « c'est ce que nous faisons » parce que « c'est ce que nous sommes » en l'occurrence « NOUS JUIFS ». C'est faire preuve d'un orgueil monstre et se féliciter sur le dos du malheur d'autrui.

Où est le respect de l'éthique juive dans ce comportement ?

Où ?

C'est répugnant et traduit à quel point le Sionisme pervertit tous les Juifs qu'il endoctrine.

Fier de son « comportement humanitaire exemplaire » à Haïti, Israël se voit dans le miroir comme une nation généreuse admirée partout dans le monde pour ses efforts humanitaires, pensant ainsi effacer la terrible image de nation barbare attaquant des civils palestiniens à Gaza y compris au phosphore blanc et autres armes interdites l'année dernière.

Mais cette auto satisfaction profondément immorale ne résiste pas à l'abjecte réalité de ce qui se passe à quelques kilomètres seulement de Tel Aviv , dans le Ghetto de Gaza où la seule centrale électrique fonctionnant indépendamment d'Israël est sur le point d'arrêter de produire de l'électricité car l'UE a stoppé son financement livrant ainsi les Gazaouites à la merci du régime sioniste qui calcule minutieusement la quantité minimum d'électricité à fournir, comme ils calculent minutieusement les rations de nourriture à laisser entrer pour que les enfants de Gaza ne deviennent pas des « petits Biafrais ».

La souffrance du peuple de Gaza, provoquée par les Israéliens est là pour rappeler au monde entier ce qu'est réellement le Sionisme quelque soit les efforts accomplis par sa machine de propagande bien rodée et qui bénéficie de soutiens inconditionnels dans les médias occidentaux.

Il est grand temps aussi que les Juifs - ceux à qui il reste un peu de conscience juive, un profond et véritable attachement à l'éthique juive - agissent courageusement et se désolidarisent du Sionisme, dont l'idéologie raciste engendre des actions et comportements abjects en violation flagrante de la morale et de l'éthique juive.

Ce n'est pas le Sionisme qui leur assure une quelconque sécurité mais bien au contraire le Sionisme qui leur fait courir un grave danger partout où ils sont de par ses actions et leurs répercussions s'ils ne s'en désolidarisent pas publiquement.

Lundi 25 Janvier 2010

Myriam Abraham

http://www.planetenonviolence.org/Propagande-et-Manipulation-Sioniste-Sans-Frontiere-La-Catastrophe-D-Haiti-C-est-Bon-Pour-Les-Juifs_a2108.html

2-2 Ramzy Baroud : La Turquie N'est Plus Le Laquais De L'Otan.....Ni Celui D'Israël.

Les derniers incidents "diplomatiques" ne sont pas isolés.

Ils reflètent un changement clair et probablement irréversible dans la politique étrangère de la Turquie envers Israël, les Etats Unis, et le Moyen Orient dans son ensemble.

La Turquie saisit sa chance

L'analyse faite récemment par le militant politique vétéran des droits de l'homme israélien, Uri Avnery , sur la dispute récente politique et diplomatique entre Israël et la Turquie - selon quoi la relation entre les deux pays redeviendra probablement normale, peut être pas à son ancien degré de « chaleur » - semble sensée et audacieuse. Cependant, de mon point de vue, elle manque aussi de précision.

Dit simplement il n'y a pas de retour en arrière.

Dans un article récent intitulé *"Israel Must Get Used to the New Turkey"*, Suat Kiniklioglu, vice président pour les affaires extérieures du parti au pouvoir *Justice and Development* a écrit :

« *Israël semble nostalgique des années dorées de 90, produit d'une situation spécifique dans la région. Ces jours là sont terminés, et ne reviendront pas même si le parti Justice and Development (AKP) finit pas ne plus être au gouvernement* ».

Cette analyse semble plus réaliste.

On pourrait être d'accord avec la lecture optimiste des évènements par Avnery si la récente dispute avait juste été causée par quelques incidents isolés, par exemple, l'échange verbal public émotionnel à propos de Gaza entre le premier ministre ,Recep Tayyip Erdogan, et le président d'Israël, Shimon Peres, au Forum Economique Mondial fin Janvier 2009, ou la récente humiliation préméditée d'Oguz Celikkol, l'ambassadeur turc en Israël, par le vice ministre des affaires étrangères, Danny Ayalon.(Voir Asia Times Online 16/01/2010, « Israel-Turkey ties hit a low point »).

Cependant, ces incidents ne sont pas isolés. Ils reflètent un changement clair et probablement irréversible dans la politique étrangère de la Turquie envers Israël, les Etats Unis, et le Moyen Orient dans son ensemble.

Pendant des décennies, la Turquie a été déchirée entre ses liens historiques avec les pays musulmans et arabes d'un côté et de l'autre sa marche irrésistible vers une occidentalisation.

Cette dernière semblait bien plus influente dans la formation de la nouvelle identité turque dans sa manifestation et sa vision individuelle, collective, et en matière de politique étrangère.

Mais, même pendant cette période de tiraillement, la Turquie a accru son rôle politique et économique.

Elle est aussi devenue une nation avec un sentiment de souveraineté prégnante, un sentiment croissant de fierté et une capacité audacieuse pour s'affirmer comme puissance régionale.

Dans les années 70, quand « l'Islam politique » se développait partout dans la région, la Turquie a expérimenté sa propre remise en cause, et différents politiciens et groupes ont commencé à se confronter à l'idée de porter l'Islam politique à un tout autre niveau.

C'est le Dr Necmettin Erbakan, le premier ministre de Turquie de 1996 à 1997, qui a commencé à lutter contre l'idée traditionnelle de présenter la Turquie comme un membre de seconde classe de l'OTAN désespérant de s'identifier avec tout ce qui était occidental.

A la fin des années 80, le parti d'Erbakan, *Rafah Party* (Parti Social) s'est emparé de la Turquie.

Le parti s'est bien gardé de faire l'apologie de ses racines islamiques et de son attitude.

Son ascension au pouvoir résultat des élections de 1995 a sonné l'alarme, car la Turquie assurée être « pro occidentale » déviait du script originel très rigide qui avait scellé le rôle régional du pays comme celui de « laquais de l'OTAN ». Selon Salama A Salama, auteur de cette expression dans un récent article publié dans l'hebdomadaire al-Ahram, la Turquie n'est plus ce « laquais ». Et, selon Kiniklioglu, c'est quelque chose auquel « Israël doit s'habituer. »

L'époque d'Erbakan peut être depuis longtemps révolue.

Mais l'héritage de cet homme s'est indéniablement inscrit dans la conscience nationale turque.

Il a repoussé les limites, a osé défendre une politique pro palestinienne, défié les dictats de l'Occident et a même poursuivi un repositionnement économique de son pays en créant le *Developing Eight (D-8)* unifiant les pays arabes et musulmans les plus influents.

Quand Erbakan a été obligé de démissionner lors d'un coup militaire « post moderne » on a pensé à une expérimentation politique de courte durée dont la fin montrait que même une forme bénigne d'Islam politique ne pouvait être tolérée en Turquie. L'armée a refait surface une nouvelle fois dans sa toute puissance.

Mais depuis les choses ont changé de manière drastique.

L'AKP a été élu au pouvoir en 2002 et sa direction composée de politiciens de bon sens raisonnables avait pour objectif un changement et même un virage géopolitique dans la vision politique du pays.

L'AKP a commencé à diriger une Turquie ayant confiance en elle-même qui ne recherchait ni l'acceptation européenne ni une validation américaine. En rejetant l'utilisation du territoire turc comme rampe de lancement des frappes US contre l'Irak en 2003, la Turquie se faisait entendre, de manière audible - avec une représentation démocratique large et un soutien populaire croissant.

La tendance a continué et ces dernières années la Turquie a osé traduire son pouvoir politique et ses prouesses en action, sans rompre immédiatement les équilibres politiques et militaires qui avaient mis des années à se construire. Ainsi, par exemple, tandis qu'elle continuait à honorer ses anciens accords militaires avec Israël, elle a fait plusieurs gestes d'ouvertures réussis en direction de la Syrie et de l'Iran. Et, en souhaitant être perçue comme l'élément unificateur dans une époque de désunion musulmane et arabe, elle a refusé de prendre part à la création opportuniste de camps des « modérés » et des « extrémistes ». Au lieu de cela elle a conservé de bonnes relations avec tous ses voisins et alliés arabes.

Dés 2007, les US ont commencé à percevoir l'émergence de la « Nouvelle Turquie ».

La visite du président Barack Obama dans le pays après son entrée en fonction a été l'un des nombreux signes que l'Occident tenait compte du statut « spécial » de la Turquie.

La Turquie ne doit pas être bousculée menacée ou intimidée. Même Israël, qui a pendant longtemps défié les règles de la diplomatie, se rend compte de ses limites, grâce au président turc Abdallah Gul. Suite à l'insulte belliqueuse d'Israël à l'encontre de l'ambassadeur de Turquie, il a dit : « *s'il n'y a pas d'excuse officielle d'Israël, nous allons mettre Celokkol dans le premier avion rentrant à Ankara* ». Israël s'est excusé, et l'a fait humblement. Il a fallu à la Turquie de nombreuses années pour atteindre ce niveau de confiance en soi et le pays n'a plus aucune envie d'être le « laquais » de quiconque. De plus, la position unie et constante de la Turquie dans son soutien à Gaza, et son franc-parler contre les menaces contre le Liban, l'Iran et la Syrie montrent clairement que les anciens jours d'attitude « chaleureuse » sont loin derrière.

La Turquie trouvera une audience très réceptive parmi les Arabes et les Musulmans partout dans le monde désespérés de trouver une direction politique puissante et raisonnable pour défendre et être le champion de leurs causes. Inutile de dire que pour les Palestiniens assiégés à Gaza, le nom d'Erdogan se répand dans les familles, il est devenu un héros populaire, le nouveau Gamal Abdel Nasser, président de l'Egypte de 1954 à 1970. Ce même sentiment est partagé dans toute la région.

Ramzy Baroud

27/01/2010

www.atimes.com

Copyright Ramzy Baroud

Ramzy Baroud (www.ramzybaroud.net) est journaliste et l'éditeur de *PalestineChronicle.com*. Son dernier livre publié chez Pluto Press London : « *My Father Was A Freedom Fighter : Gaza's Untold Story* ».

28 Janvier 2

Mireille Delamarre titre introduction traduction

http://www.planetenonviolence.org/La-Turquie-N-est-Plus-Le-Laquais-De-L-Otan-Ni-Celui-D-Israel_a2110.html

2-3 Galal Nassar : Quand Israël rejoint l'OTAN.

Si Israël réussit à rejoindre l'OTAN, sa belligérance régionale sera appuyée par la force collective de l'Alliance tout entière. Avant que cela ne se produise, les Arabes réagiront-ils ?, interroge Galal Nassar.

Israël est devenu ainsi le premier pays non européen et le premier pays du Moyen-Orient à coopérer avec l'OTAN à un niveau aussi crucial.

Israël tient à être membre de l'OTAN.

Il ne prend plus de grands airs avec les alliances militaires.

Il ne veut plus rester à l'écart des organisations militaires de l'Occident.

Il veut en être.

Une majorité d'Israéliens estime que leur adhésion à l'OTAN renforcerait à la fois la sécurité d'Israël et la puissance stratégique de l'OTAN. Bizarrement, il n'y a eu aucune réaction arabe au souhait d'Israël de rejoindre l'OTAN, aucune tentative arabe de bloquer l'initiative, et aucun préparatif pour faire face à ses conséquences.

Israël et OTAN ont grandi en se rapprochant tout au long de ces dix dernières années environ. En 2000, l'OTAN élargissait son dialogue méditerranéen en négociant avec sept pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord ; à savoir, Egypte, Israël, Algérie, Jordanie, Maroc, Tunisie et Mauritanie. En 2004, les pourparlers OTAN/Méditerranée se déroulèrent sous la désignation de *Partenaires pour la Paix*. Six nouveaux pays étaient inclus dans ce nouveau dialogue : Bahreïn, Koweït, Oman, Qatar, Arabie saoudite et Emirats arabes unis. Israël, en particulier, était pressé de mettre à profit toutes les possibilités que *Partenaires pour la Paix* pouvait offrir. Le 24 février 2005, Jaap de Hoop Scheffer, secrétaire général de l'OTAN, se rendit en Israël. Dans le mois qui suivit, l'OTAN et Israël effectuèrent leurs premières manœuvres conjointes dans la mer Rouge. En quelques semaines, une flottille de six navires de l'OTAN se montra au port israélien d'Eilat. Israël (et la Jordanie) participa, également pour la première fois, à des manœuvres militaires conjointes qui se déroulèrent dans le cadre du programme de *Partenaires pour la Paix*, en Macédoine, dans l'ex-Yougoslavie, en février 2005.

D'après le magazine militaire britannique, *Jane's*, la « position géographique » d'Israël fournissait à l'OTAN une base extérieure pour défendre l'Occident, pendant que la puissance militaire et économique de l'OTAN avait la capacité d'accroître la sécurité et le potentiel économique du « pays d'accueil ».

En juin 2005, Israël participa à des manœuvres sous-marines au large des côtes de Tarente, en Italie. A l'époque, des sources U.S. indiquèrent qu'Israël cherchait à élargir le « champ de son alliance stratégique » avec l'OTAN, dans la perspective d'une totale adhésion à l'OTAN. Les forces terrestres israéliennes participèrent également à des manœuvres de l'OTAN sur deux semaines et demie, en Ukraine. En 2006, Israël déclara à l'OTAN qu'il voulait participer « activement aux efforts opérationnels » menés par l'OTAN en Méditerranée, et donc, à la campagne pour « affronter le terrorisme ».

Peu après, Israël accueillit et pris part à trois exercices militaires avec l'OTAN et assista à une conférence des commandants des forces aériennes de l'OTAN. *The Wall Street Journal* parla de liens renforcés entre l'OTAN et Israël. Il citait Uzi Arad, fondateur du Forum atlantique d'Israël, qui affirmait qu'Israël tirerait profit d'une adhésion à l'OTAN. *The Washington Post*, lui, argua que de nombreux pays en Europe soutenaient l'adhésion d'Israël mais attendaient que Washington propose une telle initiative.

La position de Washington sur la question apparut clairement en mars 2006, quand James Jones, alors commandant en chef de l'OTAN en Europe, déclara que le déploiement d'avions AWACS (Système aéroporté d'alerte et de contrôle - ndt) de l'OTAN en Israël « était un signal clair à l'Iran ». En mai 2006, huit unités de la marine de l'OTAN arrivèrent à Haïfa pour démontrer « la coopération croissante » entre Israël et l'OTAN.

Fin juin 2006, la commission des Affaires étrangères de la Chambre des Représentants adopta à l'unanimité une décision appelant à resserrer les liens Israël/OTAN. Dès lors, Israël et OTAN acceptaient un projet à long terme pour coopérer sur 27 sites à travers le monde. Israël devint ainsi le premier pays non européen et le premier pays du Moyen-Orient à coopérer avec l'OTAN à un niveau aussi crucial.

Deux mois après la fin de la guerre de 2006 au Liban, un séminaire sur les relations OTAN/Israël se tint à Herzliya. Assistait à ce séminaire, la ministre des Affaires étrangères d'alors, Tzipi Livni, qui déclara qu'Israël aurait préféré que l'OTAN « fasse le travail qu'Israël a fait au Liban ». Et d'ajouter qu'Israël espérait participer aux initiatives locales et régionales de l'OTAN. Le secrétaire général adjoint de l'OTAN, Alessandro Rizzo, répondit en précisant que la présence d'un officier de liaison israélien au quartier général de l'OTAN à Naples, était un signe de la « coopération capitale » entre l'OTAN et Israël.

A la fin de l'année 2006, Israël obtint un « accord de partenariat » avec l'OTAN qui avait plus de poids qu'aucun accord conclu par l'OTAN avec un pays non européen à ce jour. Pourtant, beaucoup en Israël et en Occident, continuèrent d'appeler à une appartenance totale israélienne à l'OTAN. Un analyste politique russe, Eduard Sorokin, prévint que Washington utilisait la possibilité d'une adhésion d'Israël à l'OTAN comme moyen pour obliger les pays arabes à rester vigilants. Selon la Charte de l'OTAN, toute agression contre un membre de l'OTAN est considérée comme une agression contre tous ses membres. Ainsi, tout futur conflit entre Israël et ses voisins pourrait déclencher un conflit régional plus large et, potentiellement, une guerre mondiale, concluait Sorokin.

L'OTAN en 2009

(Wikipédia)

The Jerusalem Post indiqua que des liens plus étroits entre Israël et l'OTAN étaient essentiels dans le cas d'une « future confrontation avec l'Iran » (1er avril 2008). En réalité, Netanyahu voulait qu'Israël rejoigne l'OTAN avant

même d'entrer en fonction pour son deuxième mandat de Premier ministre. Il a, depuis, fait de l'adhésion d'Israël à l'OTAN une pièce centrale de sa politique.

Le 13 janvier 2009, *The Jerusalem Post* signala qu'Israël lançait une « *initiative diplomatique* » visant à influencer l'ancienne secrétaire d'Etat US, Madeleine Albright, dans son réexamen de la politique de l'OTAN. En janvier 2009, des officiels israéliens rencontrèrent Albright à Oslo pour discuter de la nouvelle stratégie de l'OTAN. Durant cette réunion, les Israéliens exprimèrent le désir de resserrer leurs liens avec l'OTAN et demandèrent de participer aux réunions de l'OTAN au plus haut niveau.

A Washington, certains déclarèrent qu'une fois qu'Israël sera accepté comme membre à part entière de l'OTAN qui aurait alors à commander les missions sécuritaires en Cisjordanie et dans la bande de Gaza. Cette façon de voir n'est pas si tirée par les cheveux, compte tenu du fait que le Président Mahmoud Abbas a déclaré une fois que ce ne serait pas une mauvaise idée si les Américains négociaient avec Israël au nom des Palestiniens. James Jones, conseiller à la Sécurité nationale des Etats-Unis, qui fut commandant de l'OTAN en Europe de 2003 à 2005, déclara qu'il était occupé à l'élaboration d'un projet visant au contrôle des Territoires palestiniens occupés au nom d'Israël. Dans l'esprit de ce projet, cela implique un maintien de l'ordre réel sur les zones palestiniennes.

Avant que ne soit lancée l'opération *Plomb durci* à Gaza, l'OTAN échangeait déjà des renseignements avec Israël, se partageant ses compétences en matière de sécurité, et organisant des exercices militaires. Israël et l'OTAN coopèrent également dans les programmes de non-prolifération. L'ancien chef de l'OTAN, Sheffer, s'est rendu en Israël en plein milieu de l'offensive d'Israël contre Gaza. Et des officiels de l'OTAN, à l'époque, furent d'avis qu'une coopération avec Israël était essentielle pour leur organisation.

Nous savons tout ce que nous devons savoir sur la coopération OTAN/Israël. Ce que nous ignorons, c'est ce que les dirigeants arabes ont l'intention de faire à ce propos.

Galal Nassar

lundi 8 février

Al-Ahram Weekly

Du même auteur :

[Turquie/Israël : les positions](#) où l'auteur évalue les évolutions récentes du rôle régional de la Turquie.

[Al-Ahram/Weekly Online](#) - publication n° 984 du 4 au 10 février 2010 - traduction : JPP

http://www.info-palestine.net/article.php3?id_article=8134

2-4 Myriam Abraham : Les VRP en tournée en Europe pour l'Opération Récupération de l'Holocauste.

Le premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, est en visite en Pologne après s'être rendu récemment en Allemagne pour rappeler à la chancelière allemande, Angela Merkel, acquise à 200% à la cause sioniste, les obligations de l'Allemagne vis-à-vis du régime sioniste notamment en ce qui concerne l'Iran.

Le ministre des affaires étrangères israélien, le raciste Avigdor Lieberman se rend en Hongrie, et son vice ministre, devenu célèbre en humiliant l'ambassadeur de Turquie tout récemment, Danny Ayalon, va quant à lui en Slovaquie. Ces visites font suite à des visites effectuées par de hauts responsables de ces pays à Tel Aviv.

« *Nous essayons de rendre les embrassades de ceux qui nous embrassent* » a déclaré un haut responsable diplomatique israélien décrivant ces visites comme une opération pour courtiser certains pays d'Europe Centrale. Chacun de ces voyages a été minutieusement programmé par le service de propagande et de manipulation de l'Holocauste sioniste, afin de coïncider avec des événements commémorant le jour international de l'Holocauste. Ces visites sont également couplées à des rencontres officielles avec de hauts responsables politiques dans chacun des pays. C'est le cas notamment pour Netanyahu qui rencontrera plusieurs dirigeants politiques polonais.

« *Ce qui est unique dans la visite de Netanyahu ce n'est pas seulement sa visite à Auschwitz, mais aussi sa visite à Varsovie avec une focalisation sur les relations bilatérales. Beaucoup de dirigeants israéliens vont à Auschwitz puis reviennent directement à Tel Aviv sans discussions bilatérales. Cela ennuie les Polonais* » selon ce qu'a déclaré une source israélienne.

Disons plutôt que Netanyahu en bon VRP et manipulateur de l'Holocauste fait d'une pierre deux coups. D'abord une série d'entretiens avec les dirigeants polonais pour leur rappeler leur culpabilité et faire du chantage pour obtenir sur le dossier Iran un appui inconditionnel à la position de Tel Aviv. Pour se faire, à Varsovie Netanyahu doit rencontrer le président polonais, Lech Kaczynski, le premier ministre, Donald Tusk, et le ministre des affaires étrangères, Radoslaw Sikorski.

Puis, Mercredi il effectuera une visite pour la PhotoOps pour immortaliser une nième fois l'attachement ombilical des Sionistes au passé mortifère qui les rattache à Auschwitz. Lors de la cérémonie de commémoration du 65ème anniversaire de la libération de ce camp par les troupes soviétiques, Netanyahu fera un discours en hébreu devant un parterre de dirigeants européens venus pour l'occasion y faire leur mea culpa annuel.

Auschwitz a servi sous le régime nazi à exterminer des centaines de milliers de prisonniers de toutes nationalités, actuellement il sert à faire allégeance au régime sioniste qui extermine lentement dans le Ghetto de Gaza 1.5 millions de Palestiniens dont plus de 50% sont des enfants.

La PhotoOps est interdite à Gaza qu'il faut la faire pas à Auschwitz.

Mais Gaza est interdite aux journalistes et diplomates étrangers.

Mardi 26 Janvier 2010

2-5 Myriam Abraham : On déterre Auschwitz, on enterre Gaza.

La Pologne, la Hongrie et la Slovaquie sont tous trois des pays d'Europe de l'Est qui ont apporté au sein de l'UE un soutien considérable à Israël depuis qu'ils ont rejoint l'UE il y a une décennie. D'ailleurs, en général, l'élargissement de l'UE à ces pays d'Europe de l'Est a été tout bénéfique pour Israël. Autre pays à se montrer de fervents défenseurs de la cause sioniste à Bruxelles, la République Tchèque et la Roumanie.

Ces pays ont soutenu Israël lors de l'Opération Plomb Durci contre la population palestinienne enfermée dans le Ghetto de Gaza et ont critiqué le rapport Goldstone qui accuse Israël d'y avoir commis des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité. Israël n'a rien trouvé de mieux ces derniers jours que de condamner ce rapport en disant qu'il était antisémite et que toute critique des actions d'Israël était antisémite.

De plus ces pays d'Europe de l'Est membres de l'UE ont également œuvré tout récemment pour faire échouer l'initiative suédoise de résolution sur le Moyen Orient qui aurait déclaré Jérusalem Est comme capitale d'un futur état palestinien.

Lieberman, quant à lui, va passer trois jours en Hongrie où il rencontrera le premier ministre Gordon Bajnai, le ministre des affaires étrangères, Peter Balaz, et d'autres hauts responsables politiques hongrois. Lieberman a déclaré que la Hongrie est « *un pays ami et important* » qui a voté avec Israël contre le rapport Goldstone à l'ONU, et a aussi voté contre la résolution suédoise sur Jérusalem Est à l'UE.

Ayalon lui doit rencontrer le ministre des affaires étrangères slovaque, Miroslav Lajak, mercredi à Bratislava. N'oublions pas bien sûr la visite de Shimon Peres en Allemagne, une Allemagne de plus en plus inféodée à Tel Aviv depuis qu'Angela Merkel a accédé au poste de chancelière au point qu'on peut se demander qui gouverne l'Allemagne : les Sionistes ou les Allemands élus démocratiquement au Bundestag ?

Shimon Peres est en visite de trois jours en Allemagne et pour réceptionner ce criminel de guerre les rues de Berlin sont ornées du drapeau sioniste, de celui de l'Allemagne et de l'UE de l'aéroport jusqu'en ville. Aujourd'hui il était reçu par la chancelière Merkel et le président allemand Horst Koehler.

Mais le Jour J de la récupération sioniste de l'Holocauste a lieu ce mercredi. Peres doit prononcer un discours en hébreu au Bundestag lors d'une session spéciale du parlement allemand, à laquelle assisteront outre Merkel et Koehler, d'autres dignitaires allemands.

Le Show de la récupération sioniste de l'Holocauste cette année a planté son décor au Parlement Allemand et sera visible dans tous les médias occidentaux en prime time passé en boucle tel l'effondrement des tours jumelles.

Charognard, le terrorisme sioniste se nourrit de 6 millions de cadavres juifs.

Mardi 26 Janvier 2010

Myriam Abraham

http://www.planetenonviolence.org/UE-Sanctions-Contre-L-Iran-C-est-NON-Grand-Show-De-Recuperation-Sioniste-De-l-Holocauste-En-Europe_a2109.html

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

" Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19